

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Un Grand Diplomate Belge : Le Baron Beyens
 La Maçonnerie et l'Italie
 Pourquoi blâmer la France?
 En quelques lignes...
 La mystique hitlérienne
 Souvenirs personnels sur Charles Richet

Comte CARTON de WIART
 Hilaire BELLOC
 D^r R. McNair WILSON
 * * *
 E.-N. DZELEPY
 Comte PEROVSKY

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Les Cloîtres de Nazareth », par Octave Daumont, Mgr J. Schyrgens.

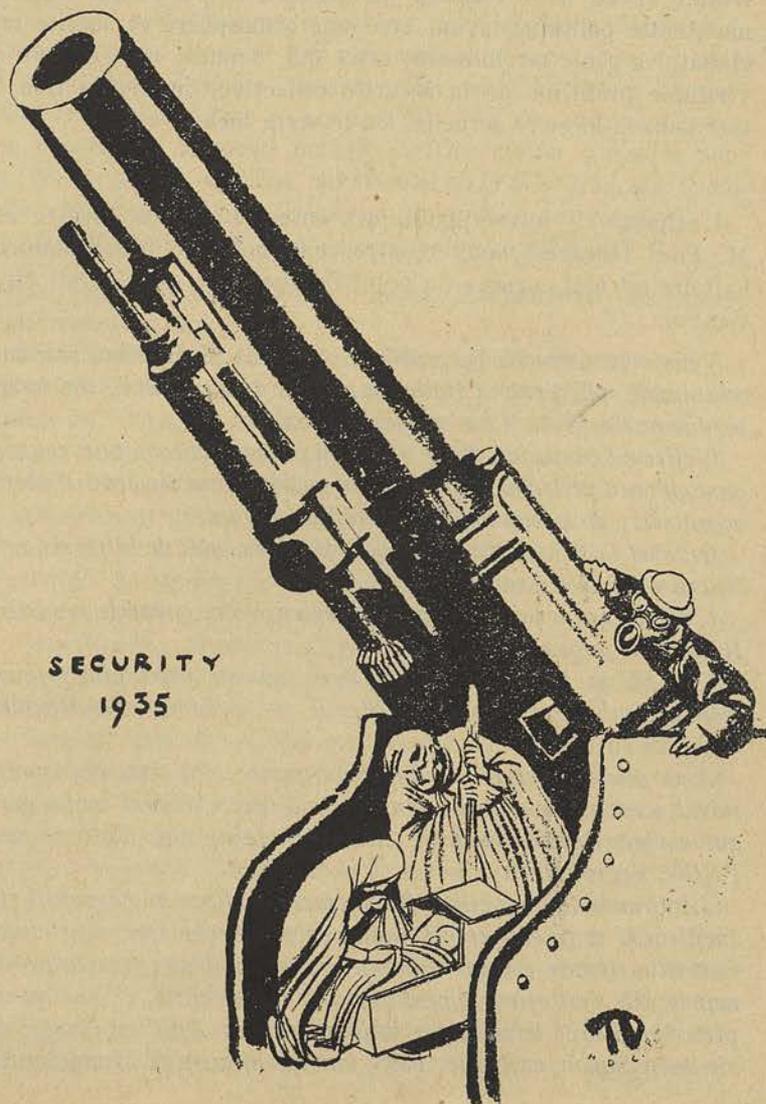
La Semaine

Bonne, sainte et heureuse année à tous nos collaborateurs, abonnés et lecteurs! Ce que l'on appelle « année nouvelle », et qui n'est que le changement d'un chiffre, par nous qui numérotions l'alternance régulière et ininterrompue des jours et des nuits (devenue la mesure, par l'homme, de tout mouvement), n'apporte donc rien de nouveau. Simple étiquette mise pour la commodité sur une tranche, déterminée arbitrairement et relativement, de la durée des êtres en mouvement... Mais « l'année nouvelle » fait réfléchir à cette durée, pour soi-même d'abord — on s'éloigne de « son » commencement et on court vers « son » terme! — pour les autres ensuite, pour ceux que l'on aime surtout, et auxquels on souhaite, plus particulièrement quand, à l'occasion de l'annuel changement d'un chiffre, on réfléchit « au temps qui passe » — pour employer l'expression familière courante, en parlant des êtres corporels qui durent — ce qu'on ne cesse de leur souhaiter : d'être comblés par la Divine Providence et de correspondre à la grâce du Christ. La bonté d'une année, sa sainteté, son bonheur, c'est cela...

L'image que nous reproduisons aujourd'hui et que nous avons trouvée dans l'hebdomadaire du grand écrivain anglais G. K. Chesterton — le *G. K. 's Weekly* — ne symbolise malheureusement que trop la triste situation de notre vieux monde : une Nativité dans le creux d'un affût de canon lourd! Vingt siècles de civilisation chrétienne ont conduit là... Tout le génie humain, toute la science humaine, au service de ce qui, très exactement, est le contrepied de ce que l'Enfant de Bethléem vint apporter au monde. La Haine, nourrie par le Mensonge et l'Envie, poussant à l'assassinat — alors que le Christ est venu faire les hommes Enfants de Dieu, Frères du Christ et qu'Il a dit qu'on les reconnaîtrait à ce signe : Voyez comme ils s'aiment!...

Security 1935! Oui, cette fois, Noël revint dans un monde où la préoccupation dominante est, plus qu'elle ne le fut jamais : la guerre! Et la guerre moderne, tuerie sans nom! A nos portes, au centre même de cette Europe qui incarna la Foi pendant des siècles, un peuple ne vit en ce moment que pour cela : préparer la guerre. Tout, en Allemagne prussifiée, est orienté vers ce but : tout l'hitlérisme aboutit à cela : monopoliser l'activité de millions et de millions d'hommes pour préparer la plus épouvantable catastrophe que le monde aura jamais vue. Interrogez ceux qui y furent voir et ils vous diront que l'Allemagne entière est mobilisée, les esprits le sont aussi bien que les corps, les universités comme les usines. Une fièvre intense préside à un amoncellement gigantesque d'engins de destruction. Tout, outre-Rhin, converge vers cela, vers ce que symbolise le dessin que nous reproduisons :

faire d'un pays comme un immense canon manié par un servant muni du masque à gaz. Voilà où a conduit, en cette Noël 1935, une après-guerre qui devait organiser la Victoire du Droit sur la Force! Voilà ce que sont devenus les rêves généreux de désarmement généralisé et de fraternité universelle! Et si nous en sommes là, si pour ne pas abdiquer toute fierté et tout sens de la vie les autres nations sont obligées d'opposer canon à canon, homme masqué à homme masqué; si la course aux armements se court à nouveau comme jamais encore elle ne se courût, c'est avant tout, c'est surtout à la Prusse que nous en sommes redevables. A la Prusse, la grande, la principale coupable, et aux très petits « grands hommes » qui ne surent pas, alors que la Prusse



était abattue, lui imposer un « Ordre » qui l'eût contenue pour très longtemps sinon pour toujours...

Ami lecteur, contemple longuement ce beau dessin. L'événement du jour risque de te faire oublier ce primordial qui le domine de haut. Si l'Europe, et donc le monde, peuvent être symbolisés comme vient de le faire l'artiste anglais, dis-toi, rappelle-toi que la grande coupable, c'est l'Allemagne...

L'année a plutôt mal fini pour les sanctionnistes et c'est tant mieux ! Laissons là les cris de joie de ceux qui ont salué la chute de sir Samunel Hoare et l'avènement de M. Eden comme marquant l'aube du jour qui allait voir, enfin!, la déroute d'un Duce acculé par des sanctions toujours plus efficaces. Ils déchantent bientôt. Non, chaque jour qui passe rend heureusement plus certaine, sauf complications militaires graves et improbables en Ethiopie, une paix de compromis et, en tout cas, plus assurée, la certitude que l'Europe entière ne flambra pas pour maintenir l'esclavage en Ethiopie, pour restaurer la franc-maçonnerie en Italie, et pour servir le communisme un peu partout.

La magnifique victoire de M. Laval prouve surtout que le peuple français est bien décidé à ne pas se battre pour conserver à l'Angleterre sa maîtrise en Méditerranée.

Victoire d'autant plus remarquable que « l'affaire » se présente fort mal, qu'elle est très compliquée, enchevêtrée de dangereuse façon, d'une multiplicité déroutante, et grave, et difficile. Comme confusion, on pourrait difficilement trouver mieux. Et voilà pourquoi la politique anglaise qui commit la très lourde faute d'engager, à propos du conflit italo-éthiopien, tout Genève, pèsera lourdement sur l'avenir immédiat de l'Europe. Sans doute, ce n'était et ce n'est toujours qu'une mise en scène, une façade, mais cette politique ayant créé une atmosphère et suscité un climat, va gêner terriblement ceux qui, demain, reprendront le véritable problème de la sécurité collective, impliquée très à tort dans la bagarre actuelle. On le verra bien...

* * *

L'échange de lettres publiques entre M. André Tardieu et M. Paul Reynaud nous montre, une nouvelle fois, combien l'affaire est mal engagée du point de vue de ce que devrait être Genève.

Vous avez présenté le problème — écrit M. Tardieu comme une simple option entre l'Italie, en rupture du Pacte, et l'Angleterre, gardienne du Pacte. Ce n'est pas la question.

L'affreuse confusion de la situation présente n'a qu'une cause : c'est qu'on a prétendu appliquer les sanctions sans les avoir d'abord organisées : d'où leur inefficacité et leur danger.

Or, c'est la Grande-Bretagne qui est responsable de la persistante inorganisation des sanctions.

C'est elle qui a fait échouer cette organisation, quand le ministère Herriot l'a proposée en 1924.

C'est elle qui l'a fait échouer, lorsque, sous une forme plus précise, mon gouvernement, dont vous étiez le vice-président, l'a défendue à Genève en 1932.

A ce moment, les partis d'extrême-gauche, qui vous applaudissaient vendredi, quand vous invoquiez le Pacte, étaient contre moi, qui voulais l'armer, pour la Grande-Bretagne qui, d'accord avec l'Italie, s'y refusait.

La Grande-Bretagne a si bien compris, quinze ans durant, cette inefficacité et ce danger des sanctions non organisées, sans charte consentie et sans moyens d'action, que, dans toutes les parties du monde, elle s'est constamment abstenue d'y recourir. « Sous aucun prétexte, disait le ministre britannique des Affaires étrangères, sir John Simon, en février 1933, lors des affaires de Mandchourie,

nous ne permettrons à ce pays (la Grande-Bretagne) d'être mêlé au conflit. »

Alors, comme l'intérêt, réel ou supposé, de l'Angleterre était de ne pas heurter le Japon, Londres s'abstint. Et ce qu'on appelle l'opinion publique anglaise — une masse de sentimentaux conduits par quelques cyniques, *dixit* Chesterton — ne s'émut en rien. Il n'y a pas trois ans de cela...

M. Tardieu continue :

La Grande-Bretagne a, depuis, changé d'avis, et c'est le droit de ce grand pays ami. Mais c'est notre droit aussi de reconnaître que ce brusque renversement constitue, pour l'Italie, une injustice; pour la paix, un péril; pour le Pacte, un risque de faillite.

En effet, la menace de sanctions organisées d'avance, et par conséquent massives, peut, dans la clarté, empêcher une guerre. Au contraire, l'application de sanctions improvisées, c'est-à-dire partielles et échelonnées, mène, dans l'équivoque, à la guerre. C'est exactement ce que disait, aux Communes, le 11 juillet dernier, mon éminent ami, sir Austen Chamberlain.

Le ministère Laval s'applique à conjurer ce danger, qui n'est pas le fait de la France. L'heure serait mal choisie pour l'abandonner.

La Grande-Bretagne a changé d'avis... Bel euphémisme pour dire que cette Grande-Bretagne a, en automne 1935, estimé que son intérêt était, cette fois, d'invoquer contre l'Italie un Covenant qu'elle avait refusé de soutenir contre le Japon. Mais l'euphémisme continue à entretenir l'équivoque et à augmenter la confusion. Rien n'autorise à croire, car rien ne prouve, que l'Angleterre ait changé d'avis. En 35 comme en 33, elle pratique la même politique : son intérêt, et mettre au service de cet intérêt, si c'est utile et si c'est possible, un Covenant qui, hier, gênait ce même intérêt.

* * *

Que de fois, ces temps derniers, de jeunes intellectuels de bonne foi, enthousiastes, idéalistes, ne nous ont-ils pas dit : « Ne voyez-vous donc pas que se poursuit sous nos yeux une expérience, une première expérience, dont sortira peut-être le monde nouveau que tout fait pressentir et qu'il nous faut, de toutes nos forces aider à prendre corps ? Un droit international nouveau, une véritable Société des Nations peuvent naître de ce premier essai d'application du Pacte de sécurité collective. »

Hélas ! nous voudrions bien voir ce que ces jeunes croient voir, mais une application maximale ne nous révèle que leurs généreuses illusions ! Rien, absolument rien n'autorise à penser que ce monde nouveau — belle chimère ! — soit plus réel aujourd'hui qu'il ne l'était il y a deux ans ! Bien au contraire. Les signes sont là, et multiples, qui donnent la conviction très exactement opposée à celle de nos jeunes amis. Parce que mal engagée, parce que pratiquée contre tout bon sens, parce que décidée sans discernement et conduite pour des fins tout autres que celles qu'elle devrait normalement viser, l'expérience actuelle — l'essai d'application du Covenant — va presque certainement compromettre pour longtemps tout le système genevois. Revenons à l'image car elle est claire et parfaitement appropriée : le cobaye fut mal choisi, ou plutôt, non, l'expérience est faussée. Nous ne nous trouvons pas devant l'erreur de tactique de quelqu'un qui veut loyalement essayer un remède mais qui se trompe de patient, non, ne craignons pas de le dire parce que tout le crie : l'Angleterre ne pense pas à appliquer le Covenant parce qu'il est le Covenant et qu'il est capable, bien appliqué, d'assurer la sécurité collective. Ce qu'elle veut c'est abattre l'Italie. Elle ne recourt au Covenant que parce que, en ce moment, l'ensemble des circonstances permet — croit-elle (a-t-elle cru plutôt, car

nous croyons l'échec anglais acquis...), — de briser le renouveau italien à l'aide de ce Covenant que, hier, elle refusait d'appliquer et que demain, sans doute, à propos d'un autre quelconque conflit où son intérêt sera autre, elle repoussera à nouveau.

Non, nous disent les chers jeunes auxquels nous ne reprocherons certes ni leur générosité, ni leur espérance, mais qui oublient, quand même, un peu trop, que le monde ne les a pas attendus pour avoir acquis, par une action millénaire, certaines génératrices et pour être sous l'emprise de lois révélées par l'histoire, lois qui font qu'aux yeux de ceux qui n'ignorent pas tout du passé, comme tant de nos jeunes actuels, certaines rêveries idéalistes prennent couleur évidente d'utopies nuageuses. Non, nous disent les jeunes, vous ne pouvez affirmer que l'Angleterre n'a pas eu son chemin de Damas et que sa conversion n'est pas sincère et définitive. Au contraire, il nous faut — ajoutent-ils — pousser à la charrette de toutes nos forces, nous mettre aux côtés de l'Angleterre et l'aider à imposer ce monde nouveau dont, soudain, elle a eu comme la vision...

* * *

Oh! candeur juvénile! Oh! illusion généreuse! Certes, personne n'a plus que nous, Belges, intérêt à ce que la sécurité collective soit organisée, et de façon tellement « serrée » que la tentation de s'y frotter ne vienne même plus à l'esprit d'aucun Etat. Aussi est-ce parce que l'expérience actuelle, dont l'improvisation montre à l'évidence le caractère intéressé, compromet cette sécurité que nous criions aux jeunes : Casse-cou! Ce monde nouveau dont vous rêvez n'est qu'un mirage. Attention! Ne vous emballez donc pas à faux. Ce n'est pas ce monde-là que l'Angleterre veut bâtir, non, elle est très exactement occupée, sinon à le rendre impossible, du moins à en remettre l'élaboration à une date indéterminée. La Grande-Bretagne, la première puissance du globe, ne lutte que pour conserver ses privilèges le plus longtemps possible. On peut, sans craindre de se tromper, l'affirmer *a priori*. *A posteriori* la certitude se confirme. Car si la Grande-Bretagne avait réellement rencontré son chemin de Damas, si elle avait vraiment eu la révélation de ce que pourrait donner le Covenant en matière de sécurité collective, ce n'est pas, brusquement, sans préparation d'aucune sorte, qu'elle eût demandé des sanctions arbitraires contre une Italie qui ne pouvait s'y attendre, puisque jamais encore on n'y avait recouru... Elles ne les eût surtout pas exigées contre une Italie trop engagée déjà pour encore pouvoir reculer...

Une Angleterre « covenantienne » eût dit à l'Italie : vous avez raison, vous êtes surpeuplée, il faut essaimer sous peine d'étouffement. D'autre part, ce Négus d'Ethiopie est un bien mauvais voisin. Il vous harcèle, ou plutôt, certains de ses sujets auxquels il n'a d'ailleurs rien à dire, vous harcèlent. Civilisez donc ces gens-là qui possèdent d'immenses étendues incultes et des richesses inexploitées. Mais tout cela à la condition que vous marchiez à fond, en Europe, pour la sécurité collective que je viens de découvrir et pour l'édification d'un monde nouveau dont je viens, moi, Angleterre, d'avoir la révélation... Nous ne serons pas de trop, Italie-France-Angleterre, étroitement unies, pour imposer à l'Allemagne le respect de notre œuvre, sinon la collaboration à cette œuvre...

Au lieu de cela, la Grande-Bretagne se fait complice du réarmement allemand — comme moyen de sécurité collective, c'est trouvé!... — et veut abattre l'Italie fasciste, qui fit reculer Hitler sur le Brenner... Et voilà pourquoi, invoquer en ce moment les grands principes moraux, n'est — comme dit Belloc — que... *hypocritical lie*, mensonge hypocrite.

Mensonge vieux comme le monde d'ailleurs. Dans l'admirable

petit livre que le comte de Saint-Aulaire vient de consacrer à *Talleyrand* il remarque, à propos du rôle de son héros à Erfurt, lors de la rencontre d'Alexandre et de Napoléon : « Mais la mode étant alors, comme toujours, de donner aux calculs la couleur des principes, il ne parle qu'au nom de la civilisation, de l'Europe, de la France ». Avant cela on parlait de Liberté et d'Affranchissement des peuples. La Société des Nations et le Covenant, inventés depuis, sont les derniers paravents...

* * *

M. Paul Reynaud a répondu à son ami M. Tardieu. Il « croit » lui, ou paraît croire à la conversion anglaise.

Il écrit :

Vous me rappelez qu'en 1932, à Genève, dans une collaboration dont le souvenir m'est précieux, nous proposons de donner à la Société des Nations un bras séculier. Nous ne faisons que continuer et prolonger la politique traditionnelle de la France depuis la guerre.

L'Angleterre s'y est, alors, refusée. J'ai évoqué, vendredi dernier, à la Chambre, cette phase de la politique anglaise. Mais loin d'en triompher contre l'Angleterre, je ne l'ai retenue que pour mettre en valeur le fait nouveau qui s'est produit depuis 1932 : dans son horreur de la dictature, de ses excès et des dangers qu'elle crée pour la paix, le peuple anglais, précédant ses gouvernements, s'est engagé enfin dans la politique des sanctions contre l'agresseur.

Devant le péril grandissant, c'est notre seule chance de paix. En voyez-vous une autre? Laquelle? De cette évolution bienfaisante, vous faites grief à l'Angleterre. Moi pas. Lorsque le conflit actuel a éclaté, cette politique nouvelle est entrée en action. Cinquante nations ont désigné l'agresseur et décidé des sanctions. Vous protestez. Vous plaînez l'agresseur victime d'une injustice. Bien plus, cette action commune, qui est une date dans l'histoire de l'humanité, est dénoncée par vous comme un péril pour la paix.

Ainsi donc, c'est au moment précis où l'Angleterre s'engage dans la voie où, depuis quinze ans, nous lui demandions d'entrer, au moment où cinquante nations sont assemblées à Genève pour assurer la sécurité collective, au moment où la thèse française triomphe, enfin, que vous voulez arrêter cet effort, briser cet élan!

Nos idées vaincront, mais vaincront-elles contre nous?

La réponse paraît claire et nette. Et pourtant, elle porte entièrement à faux.

En se cantonnant sur le terrain des apparences, sur celui des mots et des formules, M. Reynaud est irréfutable. Mais tout croule SI, derrière ce que l'Angleterre dit en ce moment, elle pense et elle veut autre chose. Le fond du problème est là : connaître la politique anglaise? Et M. Reynaud paraît se tromper singulièrement sur le « peuple anglais » qui, au dire de bons juges comme Belloc et Chesterton, ne dirige rien du tout mais est dirigé. Par qui? A quelles fins ce peuple aristocratique est-il conduit en ce moment?

Répétons-le : il est peu probable, *a priori*, que, soudainement, l'Angleterre renonçant à être l'Angleterre qu'elle était, se transforme soudain en une Angleterre nouvelle. L'histoire ne connaît pas de pareils retournements. Mais, nous l'avons dit plus haut, même si ce retournement *était*, et vrai et sincère, il faudrait conclure qu'il conduit, dans son zèle de néophyte, à d'impardonnables maladresses. Et il y aurait un moyen bien simple d'éprouver la solidité de ce retournement auquel « croit » M. Reynaud. Parce que la situation européenne forme un tout dont le conflit italo-éthiopien n'est qu'un élément, mais dont le super-armement allemand en est un autre, pourquoi ne pas demander à l'Angleterre d'entreprendre *en même temps* que les sanctions anti-italiennes, une quelconque procédure anti-prussienne *énergique et efficace*, pour empêcher que demain

l'Allemagne n'attaque à son tour, parce qu'on l'aura laissé se préparer en paix et en violation flagrante des traités?... Voilà qui démontrerait à l'évidence la « conversion » de l'Angleterre et convaincrerait, d'emblée, tous les compatriotes de M. Reynaud.

Seulement voilà, ni de l'Allemagne, ni du fond du problème italien, M. Reynaud ne souffle mot. Or, comme vient de le rappeler très bien M. Henri Jaspar, dans une conférence à Nice, même si, demain, les textes devaient vaincre, le problème réel reste en entier.

* * *

Oui, le fond du débat est la sincérité de l'Angleterre. Or, c'est précisément ce que M. Laval ne peut même avoir l'air de mettre en question! Aussi sa position est-elle peu enviable et faut-il admirer la souveraine adresse avec laquelle il évite de se laisser acculer. L'Angleterre a beau jeu! Elle dit à la France : voilà quinze ans que vous demandez la sécurité collective. J'ai eu tort d'hésiter et même de me dérober. C'est entendu, je marche. Vous marchez évidemment avec moi?!...

Toutefois, si, juridiquement, le Covenant est en question, réellement c'est la politique anglaise qui est en question. Politique anti-italienne et prussophile, politique de maîtrise en Méditerranée surtout. Impossible de dire à l'Angleterre : hypocrisie, façade, mise en scène! Il faut avoir l'air de la croire sur parole. Et voilà pourquoi M. Laval a dû aller jusqu'à des contacts entre les états-majors. Car M. Reynaud a raison quand il affirme que « par définition, l'assistance mutuelle est la généralisation ou la menace de généralisation de la guerre. »

D'autre part, M. Laval sait évidemment à quoi s'en tenir sur la sincérité de la conversion anglaise. (Et M. Reynaud aussi, sans doute, mais comme il est également ardent dévaluateur, et que la chute de M. Laval, ce serait la chute du franc...). Alors tout est de manœuvrer pour sauver, pour promouvoir le *juridique*, tout en faisant pièce, sans en avoir l'air, au *politique anglais*! Jusqu'à présent M. Laval a réussi, mais quel invraisemblable équilibrisme. Quelle comédie de tous les instants, quelle duplicité, au fond, et dangereuse, à la fois pour la paix, qui ne mérite pas d'être troublée pour une opération de police en Afrique Occidentale, opération qualifiée de rupture de pacte (par cinquante Nations, ajouterait M. Paul Struye...), et pour le Covenant et la sécurité collective, car la façade ne tiendra pas et le jeu anglais, déjà connu de tous les acteurs, le sera tôt ou tard de tous les spectateurs.

Déjà la politique anglaise s'est effondrée une première fois. C'est que la réalité fait éclater les formules. Et de cette réalité on lira plus loin, sous la plume d'un économiste anglais, quelques aspects peu connus, au moins du grand public. Comme il est certain que le peuple français — qui a saisi d'instinct, dans son bon sens, que s'il fallait se battre demain à propos du Négus ce serait, en vérité, au profit des marchands londoniens — que ce peuple refusera de marcher, l'Angleterre n'insistera pas, mais tentera de mettre la France en mauvaise posture. Elle voudra compenser son humiliation, suite des lourdes fautes politiques commises par elle, par la dénonciation d'une espèce de félonie française refusant de collaborer à ce pourquoi elle a pleuré pendant quinze ans!...

S. Em. le cardinal Baudrillart, en rentrant à Paris, le 31 décembre, y fit, en débarquant, des déclarations d'un relief particulier parce que faites au retour de Rome, où il reçut le chapeau cardinalice et où, pendant plusieurs semaines, il vit beaucoup de monde. Mais évitons, jusqu'à l'apparence, de vouloir

leur faire dire plus qu'elles ne disent et contentons-nous donc de citer l'*Echo de Paris* :

Mais le cardinal Baudrillart ne laisse pas que d'avoir cherché à éclairer son jugement sur la situation actuelle de l'Italie après trois mois de guerre, et voici ce qu'il a bien voulu nous déclarer :

— J'ai beaucoup d'estime pour le peuple italien, et, de ce que j'ai pu entendre et de ce que j'ai, malgré tout, eu l'occasion de voir, mon estime pour lui a encore grandi. Peu de peuples sont capables de montrer autant de courage pour tout accepter. Les Italiens ont déjà accepté de grands sacrifices et ils sont prêts à en consentir davantage, car, je vous le déclare, contrairement à ce qu'on peut croire ici, et même à ce que l'on dit à Rome dans les milieux étrangers, les Italiens sont absolument décidés à aller jusqu'au bout de l'aventure dans laquelle ils sont lancés. Il est faux qu'on sente se manifester dans l'opinion italienne un sentiment de lassitude et un désir de paix.

Si la question était aussi simple, aussi simpliste que certains juristes et même certains moralistes voudraient nous le faire croire, s'il ne s'agissait que d'une signature violée, d'une guerre d'agression injuste, de sanctions légitimes et nécessaires, et de rien d'autre — est-il concevable que le cardinal Baudrillart ne dise que ce que l'on vient de lire, sur ce ton-là, sans la moindre allusion à cette injustice soi-disant flagrante et évidente, sans réserve aucune?...

Le Cardinal continua :

La génération actuelle, qui fait la guerre, n'a en majorité pas connu celle de 1914 et son enthousiasme est celui de la jeunesse de la plus grande partie de l'Europe. Elle est entraînée ferveusement derrière le Duce quand il éveille et fait valoir le sentiment très naturel (c'est nous qui soulignons) de la grandeur nationale.

Les sacrifices consentis sont de toutes sortes, notamment au point de vue financier, et le système fasciste se révèle de plus en plus comme une étatisation formidable.

— Avez-vous l'impression, Eminence, que les efforts de la France vers une solution pacifique soient appréciés au delà des Alpes?

— Certes, dit le cardinal, tout le monde est reconnaissant à la France. Certains, évidemment, auraient voulu que l'opinion politique chez nous se décidât plus nettement en faveur de notre sœur latine, et cela les rend partiaux. Quelques intellectuels surtout se montrent injustes. Mais c'est l'exception. Je peux vous dire que l'entourage du Saint-Père, et le Saint-Père lui-même, se montrent au contraire très reconnaissants des efforts de médiation du gouvernement français. Car on verrait avec horreur le conflit dégénérer en conflagration. On estime là que tout doit être fait pour dissiper les craintes que pourrait faire naître une pareille éventualité!

Et le cardinal Baudrillart conclut :

— L'Italie est un pays qui supporte vaillamment et fièrement une guerre dure, mais ce qu'on doit souhaiter, c'est que les tentatives vers un règlement du conflit soient poursuivies et, espérons-le, menées à bien le plus rapidement possible.

Oui, espérons-le... Et que soient assurés la puissance et le développement d'une Italie forte, nécessaire à la défense de l'Occident contre Moscou et contre Berlin.

* * *

Si S. Em. le cardinal Baudrillart, signataire du *Manifeste des intellectuels français pour la Défense de l'Occident*, est donc très loin de désirer un « étranglement de l'Italie », voici ce qu'un autre catholique éminent, G. K. Chesterton, vient d'écrire sur le même sujet :

Si la Société des Nations était réellement une autorité judiciaire impartiale; et si (ce qui est à peu près aussi probable) j'étais l'un des juges; et si le cas de l'Abysinie m'était soumis : je déciderais instantanément contre l'Italie...

(Voir suite page 23)

Un Grand Diplomate Belge

LE BARON BEYENS

Eugène Beyens était arrivé à la « carrière » admirablement préparé. Sa naissance, son éducation, ses études, le milieu où il avait été élevé, les conseils et les exemples des hommes éminents qui dirigèrent ses premiers pas furent autant de chances favorables qui contribuèrent, ses qualités naturelles aidant, à faire de lui un diplomate accompli, dont la réputation grandit peu à peu, à mesure que la destinée l'amena, comme observateur et parfois comme acteur, puis comme mémorialiste, à s'intéresser de près aux grands événements politiques qui ont, depuis quelque cinquante ans, secoué l'Europe.

Son père, qui portait le même prénom que lui, était, au dire de Jules Cambon qui l'avait connu, « un homme du monde plein d'esprit et de rapports faciles ». A partir de 1853, il fut attaché, en qualité de secrétaire, à notre légation de Paris, qui avait alors comme chef Firmin Rogier, qu'il devait remplacer dès 1864, pour exercer jusqu'à sa mort, survenue en 1894, les fonctions de ministre plénipotentiaire auprès de S. M. l'empereur des Français, ensuite auprès du gouvernement de la troisième République. C'est ainsi qu'Eugène Beyens vit le jour à Paris le 24 mars 1855. Sa mère, qui appartenait à la famille espagnole des comtes de Casa Valencia, avait été liée dès son enfance avec M^{lle} Eugénie de Montijo Guzman, qu'une extraordinaire fortune devait appeler au trône de France. Le temps et les circonstances n'avaient point eu de prise sur cette amitié qui aida singulièrement aux bonnes relations entre les Tuileries et la légation de Belgique. L'Impératrice voulut être elle-même la marraine du nouveau-né, qui reçut au baptême les prénoms d'Eugène-Napoléon. Parvenu à l'âge d'école, il apparut que l'enfant, de santé assez délicate, ne « mordait pas suffisamment aux études ». C'est pourquoi, vers la huitième année, il fut confié à sa grand-mère, qui était demeurée à Bruxelles, et il semble bien, d'après les souvenirs qu'il nous a lui-même livrés, que cette conjoncture exerça une heureuse influence sur l'épanouissement de sa sensibilité et même sur la formation de son esprit. Il lui dut notamment d'échapper à cette sorte de rupture d'équilibre du sens national dont sont souvent victimes les enfants de diplomates, lorsque, nés et instruits entièrement à l'étranger, ils y reçoivent toutes ces premières empreintes qui demeurent si profondes en nous et qui déterminent, parfois pour toujours, l'orientation de nos goûts et de nos conceptions. Cette bonne aïeule, qui l'accueillit à ce moment à son foyer et chez laquelle il revint souvent plus tard passer le temps de ses vacances de lycéen, n'était pas une éducatrice ordinaire. Yproïse de naissance, Isabelle Fonteyne s'était mariée presque à la veille des Cent-Jours. Mêlée de près aux péripéties qui avaient fait écho dans son entourage à l'invasion des Alliés, au drame de Waterloo, à la domination hollandaise, au réveil de la Belgique à la vie indépendante, elle trouvait, dans sa mémoire demeurée fidèle et dans sa vive tendresse pour son petit-fils, les inspirations qu'il fallait pour ouvrir cette jeune intelligence et cette âme toute fraîche à la connaissance des événements nationaux et aux émois du meilleur patriotisme.

A ces leçons grand'maternelles — ces leçons faites de tous ces traits et souvenirs personnels qui, se glissant par rencontre et sans effort, l'emportent en force pénétrante sur celle de tous les manuels — s'ajouta, peu à peu, un autre enseignement : celui d'un vieil ami de la famille, le baron Lambermont. Célibataire endurci, ce grand Belge avait reporté quelque chose du trop-plein de son pouvoir d'affection sur cet enfant « déraciné », qui devait devenir dans la suite le disciple et, en quelque mesure, le continuateur de sa pensée. En des pages charmantes (1), Beyens nous a confié ses premiers contacts avec le chef si écouté de la diplomatie de nos deux premiers règnes et comment celui-ci, au temps des séjours de l'écolier à Bruxelles, se plaisait à l'initier à tout ce qui devait alimenter sa vie future. « Souvent, écrit-il, j'allais chercher le baron Lambermont au ministère, et c'était alors, jusqu'à l'heure du dîner, de belles promenades dans les rues du vieux Bruxelles, où, chemin faisant, les monuments, les places, les statues que nous rencontrions lui fournissaient matière à un commentaire historique. Il m'apprit ainsi le premier l'histoire de notre pays. Il a éveillé en moi par ses leçons l'amour de la Belgique et le désir passionné de la servir. » Quel maître idéal pour un tel élève et combien de semblables leçons devaient corriger pour celui-ci ce qu'aurait pu avoir de trop enveloppante l'ambiance parisienne où son adolescence allait s'épanouir ! Car le voici bientôt, sa santé raffermie, engagé dans l'engrenage de la puissante discipline classique qu'imposait à cette heure à tous les élèves de son âge la férule d'un Victor Duruy, grand maître de l'Université de France. Au Collège Rollin, où le jeune Belge est inscrit, il se signale par une ardeur d'apprendre et par une sûreté de travail qui lui assurent les plus beaux succès. C'est ainsi qu'il eut le privilège d'être couronné au Concours général des mêmes mains du petit prince impérial. A parcourir aujourd'hui les notes qu'adressait au père du jeune lauréat la direction de l'institution parisienne dont il suivait les cours, on découvre en quelque sorte l'horoscope du parfait diplomate et de l'excellent écrivain qu'Eugène Beyens devait devenir. Qu'on en juge par ces extraits : « Beyens, en troisième, écrit un de ses maîtres, se distingue par une qualité qui n'est pas de son âge : il donne à son développement une proportion parfaite et il sait mesurer son temps avec une sûreté de coup d'œil et une fermeté d'exécution qui sont difficiles à tout âge. » Un autre professeur vante « son savoir le plus sûr dans les endroits les plus difficiles, l'intelligence du sujet, la méthode et la composition judicieuse de l'ensemble. Sans vouloir exagérer l'importance des succès scolaires, je crois, ajoute-t-il, qu'ils sont d'une valeur inappréciable lorsqu'ils témoignent à la fois d'une volonté déjà virile, d'une intelligence lucide au plus haut degré et d'un cœur excellent ». Un autre encore a été frappé « de la fermeté et de la sobriété du style : c'est net, simple, distingué (2) ».

(1) Le baron LAMBERMONT, *Revue Générale*, 15 septembre 1922.

(2) Mgr SCHYBGENS, « Le baron Beyens ». Etude publiée par la *Revue Générale* d'octobre 1934, p. 388.

Le bel ouvrage, en deux volumes : *Le Second Empire vu par un diplomate belge*, que le baron Beyens publia en 1924, est une évocation saisissante de cette grande et curieuse période de l'histoire française qui vit monter si haut la gloire de Louis-Napoléon, pour la voir s'écrouler si bas dans le désastre de Sedan et les hontes de la Commune. Ce livre, riche en renseignements et aperçus sur la politique du Napoléon III et sur la société parisienne, complète fort bien tout ce que nous ont appris au sujet de cette époque, trop longtemps méconnue, des travaux comme ceux de Pierre de la Gorce et d'André Bellessort. La précoce perspicacité de l'auteur lui a révélé la gangrène qui ronge, en dépit des emplâtres de l'Empire libéral, ce régime qui reste encore brillant d'apparence. Collégien de quinze ans, il ne reconnaît d'ailleurs plus dans l'Empereur, physiquement alourdi, abîmé et flétri, l'élégant « condottiere » qu'enfant il voyait cavalcader à Compiègne ou au Bois de Boulogne. Le fourreau avait usé la lame d'une volonté qui naguère, dans la première phase d'un règne aventureux, dominait les hommes et les événements. Aux côtés de son père, Eugène Beyens assiste, le 15 juillet 1870, à cette séance pathétique du Corps Législatif qui oppose aux appréhensions de Thiers l'optimisme de l'homme « au cœur léger ». Ses souvenirs nous font revivre les péripéties de ces jours d'aveuglement et plus tard la tragédie de l'Année terrible. C'est aussi dans ce récit d'un témoin, où se reflètent — avec le recul d'un demi-siècle — toutes les informations que recueillait le père de l'auteur dans l'entourage immédiat de Napoléon III, qu'on découvre quelques éléments nouveaux au sujet des convoitises — certaines, affirme Beyens — que l'Empereur nourrissait à l'égard du jeune Etat belge, dont la prospérité était pour lui un appât et la liberté une menace.

En 1872, Eugène Beyens achève sa vie de collégien. Pour y mettre le point d'orgue, quoi de plus flatteur et prometteur que cette appréciation d'un de ses maîtres, conservée, elle aussi, dans des archives intimes : « Ce jeune homme fait honneur à sa famille et à son collège, en attendant qu'il fasse honneur à son pays. »

* * *

En ce temps-là, les règlements de notre service diplomatique, moins rigoureux que ceux d'aujourd'hui, ne subordonnaient pas à un examen spécial la simple nomination d'attaché de légation. C'est en cette qualité qu'Eugène Beyens est admis à faire ses débuts dans la carrière, à Paris même, et sous l'autorité de son père. En 1878, il fait partie d'une mission envoyée à Madrid. En 1879, âgé de vingt-trois ans, il est appelé à Bruxelles, où il demeurera, pendant huit ans, attaché au Cabinet du Roi. De la sorte, au cours de cette période d'une intense activité que marque pour lui, en 1881, l'épreuve qu'il subit avec grande distinction pour le grade de secrétaire de légation, il bénéficiera de l'apprentissage le plus précieux qu'un génie tutélaire eût pu lui souhaiter (au fait, ce génie tutélaire n'était-il pas Lambertmont lui-même?), c'est-à-dire d'un stage accompli sous la direction des deux maîtres en choses politiques et diplomatiques qui dirigèrent alors successivement le Cabinet du Roi : van Praet et Jules Devaux.

Dans un régime de monarchie constitutionnelle tel que le nôtre, le Cabinet du Roi est une sorte d'oreille de Denys où aboutissent toutes les rumeurs et tous les secrets de la politique. Politique extérieure et politique intérieure. Les rapports de nos représentants à l'étranger, pour peu qu'ils aient une réelle importance, y sont revus de près, et cet office joue tout naturellement son rôle dans les relations directes que le Souverain entretient avec les autres chefs d'Etat. Le personnage qui dirige un tel service, quel que soit son titre protocolaire : ministre de la Maison

du Roi, chef du Cabinet du Roi ou secrétaire du Roi, devient, par la force des choses, et sous la réserve des contacts personnels qui s'établissent entre le Roi et ses ministres, un véritable agent de liaison entre la Couronne et les départements ministériels et même avec les pouvoirs publics en général. Attentif aux critiques de l'opinion, aux doléances des intérêts lésés ou menacés, aux projets d'amélioration ou de réforme dont il reçoit ou perçoit les échos, soucieux de tout ce qui peut fortifier la popularité du Souverain et assurer le respect des principes légaux et traditionnels sur lesquels est basé l'Etat lui-même, le directeur du Cabinet royal dispose de moyens d'action qu'aucun texte précis ne définit et dont son intelligence personnelle, son « acquit », son zèle, son tact, sa discrétion sont seuls à déterminer la méthode et la mesure. Suivant les cas et d'après les interlocuteurs, un bref entretien, une lettre qui se fait comprendre sans tout dire, au besoin un retard, — qui peut d'ailleurs se prolonger indéfiniment, — apporté à la signature d'un arrêté, d'une nomination, d'une décoration, voilà autant de moyens dont il sied d'user avec art, soit pour décourager telle initiative ou freiner telle dépense où s'accuse, plus que de raison, la passion partisane ou la camaraderie, soit pour empêcher ou corriger telle bévue due à l'inexpérience juridique d'une administration ou d'un cabinet ministériel.

Dans l'exercice d'une fonction aussi délicate, le risque est double : se mêler de tout et juxtaposer de la sorte à l'autorité des personnages qui demeurent responsables devant le Parlement et l'opinion le pouvoir occulte d'une sorte de « maire du Palais » qui, s'il veut s'effacer au moment critique dans l'ombre du Souverain, ne l'en compromettra que davantage, ou ne se mêler de rien, et desservir ainsi l'Exécutif en un pays où l'élite de l'opinion attend justement de l'institution monarchique qu'elle soit, dans tout le champ que lui laisse notre Constitution, une protection pour l'intérêt supérieur de la Nation et une sauvegarde contre les exagérations et les errements par quoi se discréditent et se perdent les démocrates.

Un van Praet, un Jules Devaux, l'oncle et le neveu, excellèrent dans cet emploi. L'oncle y apporta, avec une pointe d'anglomanie qui n'était pas pour déplaire à Léopold I^{er}, un robuste bon sens et une grande expérience de la politique internationale. Le neveu, d'une nature plus cultivée encore, ou du moins plus fine, fut emporté prématurément par la mort au moment même où sa clairvoyance et son dévouement commençaient à donner la plénitude de leur fruit. Le baron Beyens, qui servit sous les ordres de ces deux chefs, a laissé d'eux d'excellents portraits dans les *Souvenirs* qu'au crépuscule de sa vie il confia à la *Revue Générale*. « Jules Devaux, écrit-il, réunissait tous les dons nécessaires pour briller à la fois dans la politique et dans les salons : intelligence d'élite, jugement sûr, conversation piquante, physionomie sympathique, goût des arts, en particulier de la musique (1). »

Mais le jeune diplomate eut sous les yeux, pendant toute cette période de 1879 à 1887, un autre modèle dont la valeur et le magnétisme passaient les qualités de tous les autres maîtres : c'était le roi Léopold II lui-même, alors solidement établi dans la fonction auguste qu'il exerçait depuis quelque quinze ans et désormais en pleine audace d'entreprise. Dieu sait l'animation et la passion que connurent à cette époque nos affaires intérieures. La fameuse loi de 1879 sur l'enseignement primaire — celle que les catholiques appelèrent la « loi de malheur » — avait déchaîné les citoyens les uns contre les autres. Pour un peu, le pays se fût cru ramené au temps des guerres de religion. En réaction contre la politique de combat ainsi déclenchée par Frère-Orban et Bara, les élections de 1884, telle une lame de fond, balayèrent

(1) « Souvenirs sur Léopold II et la Cour de Belgique, *Revue Générale*, mai 1932. »

le parti libéral, mais sans provoquer de furieux remous, dont la révocation ministérielle de MM. Woeste et Jacobs devait être un des épisodes. A peine l'action modératrice de Beernaert eut-elle déterminé quelque accalmie, en apaisant à la fois les consciences et les polémiques, qu'un autre ouragan gronda, dont la violence fit presque oublier les âpretés et les excès de la lutte scolaire. La question sociale surgissait brusquement, ameutant les masses ouvrières contre une organisation industrielle où le droit à la vie, livré aux surenchères de la libre concurrence, était trop souvent sacrifié à la course aux profits.

Face à des revendications qui prirent plus d'une fois des formes exaspérées, le pouvoir devait maintenir l'ordre. Mais il devait aussi démêler dans ce bouillonnement révolutionnaire des vérités que des esprits clairvoyants — et notamment chez nous un Dupétioux et un Emile de Laveleye — ne s'étaient pas fait faute de proclamer déjà sans pouvoir se faire écouter. Avec une perspicacité qui demeure un de ses plus beaux titres de gloire, Beernaert, secondé par le chevalier de Moreau, ordonna l'Enquête sur le Travail, et l'année 1886 vit promulguer une réforme protectrice du travail des femmes et des enfants qui inaugura toute une législation généreuse inspirée d'un souci de justice sociale qui gagna peu à peu toutes les classes de la nation.

Certes, tout ce que ces péripéties offraient de pathétique actualité retentissait dans le cerveau de Léopold II. Mais tandis que se développait, dans sa courbe souvent heurtée, ce tournant nouveau de notre politique nationale, un autre souci, plus pressant encore, et qu'il était seul à éprouver, obsédait la pensée du Roi et son activité propre. Tel jadis Henri le Navigateur, il voulait des « terres nouvelles ». La passion de l'expansion coloniale, qui avait hanté sa jeunesse, hennissait à ses oreilles, dominant tous les autres bruits. Sans abandonner entièrement aux ministres qu'il avait choisis le règlement de nos difficultés internes, sans négliger surtout ce devoir essentiel d'un chef d'Etat, qui est l'organisation d'une défense militaire efficace, il planait volontiers au-dessus des querelles des partis, réservant le meilleur de son temps et de son génie à ce que ses contemporains, dans leurs préoccupations d'un ordre plus immédiat et plus terre à terre, eussent pu appeler « son rêve étoilé ». Cependant ce rêve prenait figure. Et le baron Beyens, associé par sa tâche quotidienne aux efforts et aux démarches de tout genre que Léopold II multiplia pendant cette période pour faire reconnaître, à titre de puissance souveraine, sa modeste Association Internationale du Congo, eut la chance de suivre en quelque sorte au jour le jour la gestation et l'avènement de notre empire colonial. Pendant que se poursuivaient à Berlin les longs et durs débats qui aboutirent enfin à la naissance de l'Etat Indépendant, Beyens, chargé de déchiffrer les télégrammes que Lambermont et Banning adressaient au Palais et de chiffrer les dépêches à leur envoyer, connaissait, autant que personne, tous les obstacles, toutes les résistances imprévues auxquels se heurtait le dessein royal. Il connut aussi toutes les ressources de la maîtrise manœuvrière par lesquelles ce dessein opiniâtre voulut se réaliser et y parvint. Parfois, le jeune secrétaire était appelé à « minuter » pour le Roi des lettres qui se rapportaient à cette grande affaire. Les *Souvenirs*, où nous avons déjà puisé, nous livrent à ce sujet des détails où se révèle la manière de ce grand Roi. « Des télégrammes pressants, des instructions précises ne suffisaient pas au Roi en vue de remporter la victoire finale. Il écrivait aussi de longues lettres autographes aux personnages qui se trouvaient à Berlin, dont il sollicitait l'influence et les bons offices. Je me souviens d'une journée du mois de janvier de 1885, où je fus appelé au château de Laeken à 8 heures du matin. Le Roi me chargea de composer des lettres qu'il destinait à des princes allemands, notamment au kronprinz Frédéric et à Bismarck. Il me

donna le thème que je devais reproduire dans un style approprié à chacun des destinataires. Puis il me laissait dans son cabinet en tête à tête avec mon papier. Après le déjeuner, promenade avec Sa Majesté dans les serres, où je ne me lassais pas d'admirer une forêt de camélias en fleurs. Tout le reste de l'après-midi fut employé par le Roi à corriger mes projets et à les récrire sous ma dictée. En me congédiant après le dîner, il me dit : « Vous avez bien travaillé, mon enfant. Allez vous reposer. Voici un bon » cigare pour votre route (1). »

C'est ainsi que s'acheva, pour Eugène Beyens, au contact direct d'un Souverain de génie, cette préparation véritablement exceptionnelle dont le jeune diplomate avait dû l'initiation à l'affection quasi paternelle de Lambermont, puis à son commerce assidu et confiant avec des chefs comme van Praet et Paul Devaux.

* * *

Nanti, depuis 1884, du grade de secrétaire de légation de première classe, Beyens obtient, en 1887, de reprendre du service à l'étranger. Le voici de retour à Paris, où son père se réjouit de l'avoir à ses côtés comme secrétaire, bientôt comme conseiller, jusqu'au jour où, atteint par la mort, il lui lègue le soin d'assurer, comme chef de famille, le rayonnement du nom qu'il a lui-même honoré. Il dirigea alors, pendant quelques mois, à titre de chargé d'affaires, notre légation de Paris, et c'est à ce titre qu'il servit de témoin à une de nos compatriotes, M^{lle} David, qui épousa Paul Bourget. Puis, en 1896, le baron Beyens est nommé ministre à Téhéran. Ce poste n'était pas, à cette date, classé, comme il l'est aujourd'hui, parmi ceux du Proche-Orient. La difficulté des moyens de communication s'ajoutant à toutes les survivances, longtemps immobiles, d'un passé très reculé et glorieux promettait à une mission auprès de S. M. le Schah des Schahs un incontestable attrait de pittoresque et d'exotisme dont on retrouve le parfum dans quelques-uns des écrits du fameux comte de Gobineau, qui exerça lui-même en Perse des fonctions diplomatiques. Très épris de tous les prestiges de l'histoire et de l'art, le baron Beyens prit un vif intérêt à pénétrer à son tour les mystères d'une civilisation qui ne faisait encore que s'entr'ouvrir aux influences européennes. Nul mieux que lui — et les collections qu'il a formées au cours de ses voyages auraient suffi à en porter témoignage — ne méritait ce nom de « connaisseur » par lequel les Anglais désignent le gentleman au goût très averti, mais libre de tout pédantisme, qui se penche en amateur sur l'œuvre d'art qu'il rencontre ou qu'il déniche et se plaît à lui ravir son secret, habile à rechercher les origines, à vérifier les attributions, à dépister les impostures et les truquages. Les articles qu'il a consacrés, dans ses vieux jours, au rappel de ses impressions persanes (2) ne négligent pas cet aspect du séjour de deux ans qu'il fit en cette région lointaine. Mais cette curiosité ne fit pas tort un moment aux intérêts nationaux qu'il s'agissait de défendre là-bas, et qui étaient surtout d'un caractère économique. Dès son arrivée, le jeune ministre avait pu admirer comment, par « un labeur opiniâtre et des prodiges d'ingéniosité », nos industriels et nos financiers, encouragés par le roi Léopold et aidés par notre représentation diplomatique e-consulaire, avaient créé et développé déjà d'audacieuses entreprises « en ce pays semé d'obstacles de toute nature, séparé du reste du monde par des montagnes et des déserts ». Il s'employa à son tour, et non sans quelques résultats très heureux, à y servir notre expansion et à favoriser les appels que l'Empire

(1) « Souvenirs sur Léopold II et la Cour de Belgique, *Revue Générale*, 15 juin 1932.

(2) *Revue Générale*, janvier, février, mars, avril 1927.

du Lion et du Soleil n'a pas cessé depuis d'adresser à nos techniciens et à nos fonctionnaires.

De Téhéran, le baron Beyens passa à Bucarest, où il remplit, de 1899 à 1909, les fonctions de ministre plénipotentiaire. Les sympathies que la Belgique rencontrait dès ce moment auprès de la Roumanie — cette Belgique de l'Orient — et qui ont été resserrées encore par notre communauté des armes et des épreuves pendant la Grande Guerre, contribuèrent au succès de cette mission de dix années. L'indépendance roumaine est, on le sait, la cadette de la nôtre et son statut national s'est directement inspiré de la Constitution belge. Autre motif d'amitié : le roi Charles I^{er} était le frère de la comtesse de Flandre et n'avait lui-même accepté la couronne roumaine qu'après que le comte de Flandre eût décliné l'offre qui lui en avait été faite. Ce peuple de la Moldo-Valachie, qui a connu au cours des siècles tant de luttes et de sacrifices, est resté fier de l'hérédité qui le rattache aux légions de la Rome impériale. Il se distingue à la fois par une aristocratie brillante et raffinée et par une population rurale très abondante autant que saine et laborieuse. Dans cette nature accueillante, où les demi-saisons ont un charme enveloppant, le voyageur qui prend contact avec la société jeune et pleine de sève qui l'habite goûte dès l'abord je ne sais quelle courtoisie native et une tradition d'art et de poésie qui est éparse jusqu'au fond des campagnes. La position d'avant-garde que ce peuple danubien occupe entre les Slaves et les Turcs lui assigne un rôle qu'il assume non sans orgueil : celui de défendre et de promouvoir la culture européenne aux marches mêmes de l'Orient. Bien vite conquis par les attraits de sa nouvelle résidence, le baron Beyens y donna la mesure de son talent à connaître son monde, à savoir où l'atteindre et le mener aux fins les plus utiles à son but. Et même temps qu'il aidait à développer nos relations d'affaires avec un pays dont le sol et le sous-sol sont d'une grande richesse, il mettait l'occasion à profit pour étudier en leur inquiétante complexité les problèmes de cette péninsule des Balkans, qu'on a comparée à un volcan dont les sommeils sont toujours prêts à se changer en éruptions. Un de ses collègues du corps diplomatique, M. de Kiderlen-Waechter — avec qui il s'était lié d'amitié — poursuivait en même temps les mêmes études, mais dans un but moins désintéressé. Les affaires du Maroc devaient dans la suite mettre en vedette ce brillant ministre allemand, devenu un des conseillers favoris de Guillaume II et qu'on appela l'Eminence grise de la Wilhemstrasse.

Le moment est peut-être venu de tenter de dépeindre ce que fut, chez Eugène Beyens, l'homme de salon et le causeur. Il est entendu que, pour les profanes, tout diplomate n'est guère autre chose. A la vérité, les relations mondaines et la conversation font partie intégrante de son métier. Encore y a-t-il la façon de s'en tirer et de s'en servir. La façon de Beyens n'avait — à première vue — rien d'étincelant. Aucune jactance, aucune prétention. Au contraire, la discrétion semblait feutrer sa marche et ses paroles et, dans un colloque, il prenait rarement l'offensive. Sous la plus parfaite urbanité, l'homme ne cherchait nullement à s'imposer, et l'expression un peu désabusée de son visage était loin de trahir l'intérêt constant qu'il prenait aux événements et aux hommes. Mais avec l'art d'écouter, qui est une forme exquise de la politesse, il avait celui de faire parler son interlocuteur, de lire en clair sous ses réticences et de retenir, pour ne plus l'oublier, tout ce que sa curiosité en éveil avait quelque avantage à connaître. Parfois, une remarque glissée au bon endroit, un geste menu, un éclair du regard vite amorti sous l'abaissement de la paupière prouvaient qu'il en savait beaucoup plus long et plus juste que tous ceux dont il recueillait avec une inlassable aménité les copieux propos. Une telle méthode, qui provoque les autres à la confiance, lui apprenait plus que toutes

les recettes des enquêteurs professionnels. Il fallait véritablement le presser pour qu'il prit lui-même le dé de la conversation. C'est alors seulement, ou dans la détente d'un entretien amical, qu'il lâchait la bonde à ses idées et à ses souvenirs. Sans jamais élever la voix, mais avec des nuances presque féminines, tantôt avec une pointe d'ironie, tantôt avec un geste de blâme, plus souvent avec l'indulgence d'un cœur charitable, il livrait le trésor de sa culture et de son expérience, ennemi des facéties et des banalités, mais plein d'esprit dans le choix et le narré de ses anecdotes, plein de convenance et de sagesse dans ses avis et ses jugements.

La délicatesse et la sûreté de touche du causeur se retrouvent dans ses rapports, qui sont des chefs-d'œuvre du genre. Ceux de Bucarest avaient déjà retenu l'attention de nos services officiels, étonnés parfois d'une élégance de style que notre sens réaliste tient — ou tenait — à tort pour un luxe superflu. Ceux qu'il allait envoyer bientôt de Berlin, où il représenta la Belgique depuis mai 1912 jusqu'au coup de foudre de l'ultimatum, l'emportent encore sur tous les précédents, soit par l'abondance des informations, soit par la lumière dont ils éclairent les prodromes de la grande tragédie. On en peut juger d'ailleurs par la lecture de son ouvrage : *Deux Années à Berlin*, qui n'est à peu près que la reproduction des nombreuses dépêches qu'il adressa au Gouvernement pendant tout le cours de sa mission en Allemagne.

Entre sa mission de Bucarest et celle de Berlin, le baron Beyens s'était vu rappeler à Bruxelles pour y reprendre, et cette fois en qualité de chef, des fonctions à ce Cabinet du Roi où il avait connu des débuts si riches d'intérêt et d'enseignement. L'avènement du roi Albert, aux derniers jours de 1909, avait eu pour conséquence, suivant l'usage, la démission collective des hauts dignitaires et fonctionnaires de la Cour. La direction du Cabinet du Roi, que mon frère Edmond exerçait depuis près de dix ans auprès de Léopold II, se trouva ainsi vacante, et nul mieux que Beyens n'était qualifié pour y être appelé par le nouveau Souverain. Il en prit bientôt possession avec le titre de ministre de la Maison du Roi, que seul van Praet avait porté avant lui. L'aurore de ce règne — qui ne s'en souvient? — avait apporté dans notre vie nationale une impression bienfaisante de fraîcheur et de renouveau. Le succès de l'Exposition de Bruxelles, qui s'ouvrit au printemps de 1910, marqua sans doute une des heures les plus heureuses et les plus prospères de notre histoire. D'emblée, les jeunes souverains avaient conquis la Belgique et séduit ses visiteurs par la dignité de leur vie, leur ardent désir de bien faire, leur vigilance pour les grands intérêts publics, leur bonté pour les humbles, leur bonne grâce pour tous. Tout s'annonce pour le mieux. A l'extérieur, rien qui suscite pour nous l'alarme, sauf le coup d'Agadir, dont le choc est bientôt amorti. A l'intérieur, une opposition socialiste ardente, mais sans griefs sérieux, en face d'un gouvernement catholique bien uni, fortement assis sur une majorité homogène, et qui, au lendemain de l'échec du « bon scolaire », se trouve rajeuni lui aussi dans sa composition par l'avènement au pouvoir d'une équipe habilement conduite par M. de Broqueville, où la « Jeune Droite » tient désormais les premiers rôles. Membre de cette équipe, que de fois il me fut donné, dans mes rapports officiels ou privés avec le ministre de la Maison du Roi, d'apprécier toute la valeur de ses conseils et aussi tout le charme de son commerce!

* * *

Cependant, la retraite du comte Greindl ayant ouvert le poste de Berlin, Beyens le sollicita, ayant perdu l'espoir, qu'il ne cachait pas, d'être appelé à celui de Paris. Nommé sans difficultés, il partit seul le 30 mai, la baronne Beyens, retenue par un

grand deuil de famille, ne pouvant le rejoindre qu'en automne dans la capitale allemande, où ses qualités d'intelligence et de cœur, autant que son expérience mondaine, devaient, là-bas comme ailleurs, animer de leur aimable rayonnement la vie si laborieuse et remplie de notre cher et regretté confrère.

On retrouve dans l'ouvrage : *L'Allemagne avant la guerre*, et surtout dans les notes : *Deux années à Berlin*, auxquelles nous avons déjà fait allusion, tout l'essentiel de cette mission diplomatique. Il est peu de publications qui reconstituent avec plus de vérité le « climat » qui enveloppait, à la veille de la guerre mondiale, le gouvernement impérial et le peuple allemand lui-même. L'objectivité du « journal » n'enlève rien à l'agrément qu'on éprouve à le lire. Non seulement on y peut suivre dans leur enchaînement ininterrompu les faits principaux de la politique internationale entre le mois de mai 1912 et le mois de juillet 1913, mais des croquis bien enlevés, des portraits habilement brossés, des conversations clairement résumées, de piquantes impressions de visites officielles — à Munich, à Stuttgart, à Darmstadt, à Carlsruhe, dans toutes ces petites Cours où se conservait quelque chose de la structure féodale de l'ancienne Allemagne — parfois l'un ou l'autre jugement qui porte loin et ne laisse jamais languir l'intérêt. Accompagnant l'auteur au « Neues Palais » de Postdam ou au « Schloss » de Berlin, nous voyons vivre, parler, s'agiter, dans sa mobilité exubérante, l'impérial touche-à-tout qui devait devenir le Seigneur de la guerre. A ce moment, certaines de ses paroles, certains de ses gestes pouvaient faire quelque illusion sur ses intentions. Dans le conflit italo-turc et dans les hostilités entre les Etats balkaniques qui marquèrent surtout l'année 1912, son rôle n'a rien d'agressif, et lorsque son peuple célébrera, en juin 1913, le XXV^e anniversaire de son règne, il se trouvera, même en France, de grands journaux qui salueront en lui « l'Empereur de la Paix ». Mais le baron Beyens, qui l'observe de près et qui nous le montre « avec ses énormes défauts et ses dons naturels », tour à tour séduisant et tranchant, familier et hâbleur, présomptueux et mal équilibré, ne s'y trompe pas. « Dès l'année 1913, écrit-il, Guillaume II s'était accoutumé à l'idée d'une guerre définitive contre la France. » Cette « grande médiocrité méconnue » ne compte, dans ses conseils immédiats, que des ministres sans envergure. Au chancelier de Bülow a succédé Bethmann-Hollweg, fonctionnaire d'allure correcte, mais qui manque de toute ampleur dans les vues. Le nouveau sous-secrétaire d'Etat à la Wilhelmstrasse, M. de Jagow, ne vaut pas son prédécesseur, Kiderlen-Waechter, mort au dernier jour de 1912 et dont l'esprit caustique gardait du moins quelque perspicacité. Il révéla notamment sa maladresse en confiant un jour à M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, — qui ne manqua pas d'en faire part à Beyens, — ce qu'il appelait ses vues personnelles sur l'attribution à l'Allemagne des meilleurs morceaux du Congo belge (1) ! Autour du monarque, l'influence de la camarilla militaire ne fait qu'ajouter de jour en jour aux dangers de l'alliance autrichienne. En juillet, le vote des lois militaires et des contributions extraordinaires qui doivent en assurer la charge font présager l'orage qui éclatera un an plus tard. C'est l'étrange hantise de l'encerclement. C'est la course tragique aux armements, dont l'Empereur et son entourage portent la grosse responsabilité, bien que, en plus d'un endroit, le baron Beyens reconnaisse les torts de la politique russe et surtout les fautes ou les erreurs des diplomates qui représentent cette politique à Paris et à Belgrade.

Ce n'est point seulement en commentant les soucis et les propos des cercles diplomatiques ou en nous guidant dans les

coulisses du monde officiel ou parlementaire que l'auteur nous initie à la vie allemande de l'avant-guerre. Il se mêle à la société berlinoise et même à la foule. Des salons de l'aristocratie fermée ou de la bourgeoisie montante, il nous conduit au « Zoo » et au « Grünwald », lieux de médiocres ripailles, où d'excellentes musiques militaires délassent tout ce peuple, naturellement féru d'ordre et de discipline, et dont on ne peut méconnaître les solides qualités patriarcales. Au lieu de s'exalter sans motif, en une sorte d'ivresse guerrière dont il devait devenir la victime, que n'a-t-il poursuivi plutôt sa voie dans le progrès des sciences, de l'industrie et du commerce ? Il n'eût pas tardé, sans tirer l'épée, à se placer au tout premier rang des nations par l'expansion régulière de son activité économique.

L'épisode le plus important de la mission du baron Beyens fut sans doute celui qui se rattache au voyage accompli par le roi Albert à Berlin dans l'automne de 1913, lorsqu'il vint, à l'occasion d'une fête du 2^e régiment de dragons, dont il avait été nommé chef honoraire, rendre à l'Empereur la visite que celui-ci lui avait faite à Bruxelles pendant l'Exposition de 1910. Dans une longue conversation que les deux souverains eurent à Postdam le 6 novembre, Guillaume II, s'exprimant avec une véhémence inattendue, n'avait pas hésité à déclarer à son interlocuteur qu'il considérait une guerre avec la France comme inévitable et prochaine. Justement ému par une telle confiance, le roi Albert en fit part dès le lendemain au baron Beyens, lui demandant quelle suite il croyait qu'il fallait donner à une information aussi alarmante. Beyens répondit en sollicitant l'autorisation — qui lui fut aussitôt accordée — de rapporter ces propos impériaux à M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin. On sait qu'à son tour M. Cambon fit de cette communication l'objet d'un mémorable rapport qu'il envoya le 22 novembre au ministre des Affaires étrangères de la République, rapport reproduit dans le *Livre jaune* que le gouvernement français publia à la fin de 1914, sous le titre de *La Guerre européenne*. Comment interpréter le langage de Guillaume II, sinon en ce sens qu'il « conseillait à la Belgique d'être sa complice si elle ne voulait pas être sa victime (1) ? » Ces propos impériaux prenaient une gravité plus grande encore à raison de leur parfaite concordance avec un entretien que le général de Moltke, chef de l'état-major allemand, avait eu au dîner officiel du 6 novembre avec le major de Mélotte, attaché militaire à notre légation, entretien où Moltke avait interrogé très nettement son interlocuteur sur l'attitude que la Belgique adopterait dans le cas d'un conflit entre l'Allemagne et la France. Le chef de l'état-major n'avait pas écarté, en pareil cas, l'éventualité d'une intervention de la flotte anglaise aux côtés de la France, laissant entendre que l'Allemagne, même si elle était vaincue sur mer, n'avait nullement à redouter pour son succès final les conséquences de cette intervention britannique.

On ne peut que se féliciter qu'en l'occurrence le baron Beyens ait conseillé au Roi de mettre aussitôt la France au courant des paroles de l'Empereur, qui étaient grosses de menaces. Peut-être faut-il regretter qu'une communication semblable n'ait pas été faite en même temps à l'Angleterre. J'ajouterai qu'à Bruxelles même la discrétion sur ces conversations fut observée avec un soin si jaloux que le Conseil des ministres n'en fut pas informé. Cependant, le Gouvernement belge, dirigé par M. de Broqueville, n'était pas indifférent à la tournure des événements, puisque, en 1912 déjà, il avait pris l'initiative d'une refonte profonde de notre recrutement et de notre organisation militaires, réforme pour laquelle il obtint l'appui de sa majorité et celui de la gauche libérale. En dépit de ce renforcement de

(1) Cet incident se passa en avril 1914. Voir à ce sujet l'article de JULES CAMBON sur le baron Beyens, publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1934.

(1) JULES CAMBON, *Le Baron Beyens*, article déjà cité.

notre appareil défensif, qui comportait, entre autres réformes, le service général obligatoire, le Gouvernement impérial continua à sous-estimer imprudemment notre volonté de nous opposer par la force à une violation du territoire belge qu'il méditait depuis longtemps, et mes souvenirs personnels confirment à ce sujet l'opinion que le baron Beyens exprime dans son *Journal*, lorsqu'il écrit que « les autorités allemandes s'attendaient, en cas de guerre, à rencontrer tout au plus, de la part de la Belgique, un simulacre de résistance ». La Wilhemstrasse — et d'autres chancelleries se trouvaient dans son cas — était très mal informée en 1913 des sentiments véritables du Gouvernement et du peuple belges. Sa diplomatie à Bruxelles se montra moins clairvoyante que ne l'était, à la même heure, notre diplomatie à Berlin.

Mais voici, pour reprendre une image très exacte du baron Beyens, que « les dés se sont échappés des mains d'un joueur frénétique ». C'est le 29 juillet 1914, avant même que sa mobilisation fût chose faite, que le Gouvernement allemand expédia à M. de Below-Saleske, qui le représentait à Bruxelles, le texte de l'ultimatum qui fut remis le dimanche 2 août, à 7 heures du soir, à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères. Bien entendu, le baron Beyens avait été tenu dans une complète ignorance d'une telle décision. Mais depuis l'attentat de Serajevo, ses alarmes étaient vives et elles tournèrent à l'angoisse le 2 août, lorsqu'il apprit la violation du Grand-Duché de Luxembourg. Ce ne fut cependant que le 3 août, dans la soirée, qu'un télégramme de Bruxelles le mit au courant de la notification de l'ultimatum et de la réponse que le Gouvernement du Roi lui avait faite dans les douze heures. Le 4 août au matin, il est reçu à la Wilhemstrasse par M. de Jagow, le secrétaire d'Etat, qui, au langage indigné de notre Ministre, oppose la nécessité de brusquer la guerre et de prévenir l'armée française, qui se préparait elle-même, dit-il, à passer par la Belgique. Jagow reconnaît d'ailleurs qu'aucun reproche ne peut être adressé à la Belgique, mais une marche rapide à travers son territoire est pour l'Allemagne une question de vie ou de mort. C'est la thèse que M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire, développera dans l'après-midi du même jour à la tribune du Reichstag, en y ajoutant la promesse de réparer après les hostilités tout le tort injustement fait à notre pays. Le 5 août, ayant reçu de Bruxelles l'ordre de réclamer ses passeports, Beyens se rend à cet effet chez M. Zimmermann, le sous-secrétaire d'Etat, qui, non sans quelque embarras, rejette sur l'autorité militaire toute la responsabilité du passage par la Belgique. Le lendemain, il est reconduit à la frontière hollandaise en compagnie de l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Edward Goschen, qui lui-même avait, dans la soirée du mardi, apporté au Chancelier la nouvelle de la loyale intervention de l'Angleterre en notre faveur et qui avait recueilli de la bouche du Chancelier, bouleversé par cette annonce, l'exclamation à tout jamais fameuse sur le *scrap of paper*.

* * *

Lorsque le Gouvernement du Roi, refoulé par les événements militaires, dut établir ses services au Havre, le baron Beyens ne tarda pas à y être associé à la direction de notre politique extérieure. Sa participation devint de plus en plus active à mesure que la santé de M. Davignon se fit chancelante (1). Dès le 30 juillet 1915, il fut nommé membre du Conseil des ministres, ayant en fait la direction du département des Affaires étrangères. Il fut chargé officiellement du portefeuille par arrêté royal du 18 janvier 1916 et le conserva jusqu'au 4 août 1917.

(1) M. Davignon mourut à Nice le 12 mars 1926.

Il faut déplorer sans doute que parmi les ouvrages qu'il rédigea dans son active vieillesse et où il relate de façon si évocatrice les impressions et les souvenirs de sa longue carrière, le baron Beyens n'ait pas pu ou voulu initier le public aux divers aspects de cette vie gouvernementale à La Panne et au Havre qu'il connut de si près pendant deux ans. Une publication de ce genre aurait contribué à dissiper plus d'une erreur courante au sujet de notre action nationale du temps de guerre. Celle-ci gagnerait à être mieux connue. Dans la Belgique occupée, nos ennemis n'avaient rien négligé pour masquer ou pour travestir le rôle du Gouvernement du Roi, qu'ils appelaient avec dédain « le Gouvernement du Havre ». Les Belges demeurés en pays envahis furent souvent, à leur insu, les victimes de ce machiavélisme. Combien d'entre eux ont ignoré, combien d'entre eux ignorent encore les innombrables et redoutables problèmes d'ordre politique et militaire, économique et juridique auxquels ce Gouvernement dut faire face pendant quatre ans en territoire étranger et sans rentrées d'aucune sorte, au prix d'obstacles sans cesse renouvelés ! Encourager l'effort de l'armée, compenser ses pertes, pourvoir à ses besoins de telle manière qu'elle se reconstituât plus forte, mieux instruite sous le feu même de l'ennemi ; veiller à l'action diplomatique et coloniale que compliquaient chaque jour de nouveaux événements ; faire des lois, des règlements, des œuvres, afin d'assurer la vie des familles belges chassées ou fugitives et livrées aux infortunes les plus imprévues ; procurer à l'œuvre colossale du ravitaillement les moyens financiers et les moyens de transport sans lesquels nos populations captives eussent été vouées à la famine ; assurer aussi la subsistance de nos prisonniers de guerre en Allemagne et de nos soldats internés en Hollande et en Suisse ; enfin, et surtout, conserver intactes la souveraineté et l'unité nationales ; que de soucis, que d'anxiété, que de labeurs !

Le baron Beyens, qui en prit sa large part, donna une fois de plus en ces heures tragiques toute la mesure de ses capacités et de son dévouement. Les circonstances m'amenèrent souvent à travailler avec lui. Le Gouvernement avait constitué, en effet, un Comité que j'avais l'honneur de présider et dont la tâche était, après avoir recueilli et vérifié toutes les informations qui nous parvenaient sur les violations du droit commises par les Allemands, d'utiliser cette documentation, d'en instruire l'opinion internationale et, d'une façon générale, de tenir tête à l'opiniâtre campagne de perfidie et de mensonges que les agents de la « Kultur » poursuivaient avec des moyens puissants dans les pays neutres et jusque dans les pays alliés. Le baron Beyens faisait partie de ce Comité restreint, auquel des collaborateurs de premier ordre, tels que Emile Waxweiler, le chevalier Ernst de Bunswyck, M. F. van Langenhove, M. Fernand Passelecq apportaient le concours le plus précieux.

Mais son rôle s'étendait, on le pense bien, au delà d'une telle œuvre de propagande. Il lui appartenait, notamment, en sa nouvelle qualité officielle, de définir vis-à-vis des puissances étrangères le rôle exact de la Belgique dans la guerre. Ce ne lui fut pas toujours chose aisée. Il était très convaincu de la nécessité de nous conserver, aussi longtemps que dureraient les hostilités, le bénéfice de notre neutralité conventionnelle et obligatoire. La Belgique n'avait pas abdiqué celle-ci — l'article X de la V^e Convention de La Haye était formel à cet égard — en repoussant par la force, comme elle entendait le faire jusqu'au bout, l'atteinte qui avait été portée par l'Allemagne à cette neutralité elle-même. Elle avait intérêt à pouvoir, quelle que fût l'issue de la lutte, continuer à se réclamer de notre statut de 1839, qui lui valait, en tout cas, dans l'ensemble du grand conflit mondial, une situation morale incomparable. Toutefois, cette conception rencontrait, dans quelques groupes de Belges dispersés à l'étran-

ger, de nombreux adversaires, surtout parmi les esprits impulsifs ou imaginatifs, qui tranchaient volontiers les problèmes politiques les plus délicats avec autant de désinvolture que maints stratèges de l'arrière en apportaient au même moment à discuter les opérations militaires. Le baron Beyens a écrit lui-même, en réponse aux reproches qui lui furent adressés à ce sujet : « Je ne vois pas l'intérêt politique qu'a pour nous la thèse juridique de nos compatriotes, mais j'aperçois nettement le grand avantage qu'en retireraient nos ennemis si elle triompherait. Il lui suffirait d'avoir violé un pacte international pour que ce pacte fût complètement annulé et pour se soustraire aussi aux réparations morales et matérielles qu'entraîne sa violation. Devenue une belligérante ordinaire, la Belgique, aux dires des Allemands, ne doit pas être traitée autrement qu'une autre puissance combattante. C'est à tort qu'on la représente comme une victime spéciale dont le sacrifice a indigné les neutres les plus indulgents, et cette enfant chérie de l'Europe — pour emprunter le langage de M. Erzberger — n'a pas droit, par conséquent, plus qu'une autre nation, à être indemnisée et restaurée. »

S'il entendait ainsi que notre pays, jusqu'à sa pleine libération, demeurât fidèle aux principes de la neutralité, s'il ne voulait pas que sa situation fût confondue, à titre d'alliée, avec celles de l'Italie, de la Roumanie, du Portugal et d'autres Etats qui avaient pris parti contre les empires de proie, le baron Beyens ne cachait pas dès ce moment son désir qu'après la paix la Belgique se débarrassât, comme elle l'a fait, de la servitude politique qui lui avait été imposée en 1839 et qui ne lui apparaissait plus désormais que comme « un bouclier aussi pesant qu'inutile ».

Ainsi s'explique que le Gouvernement du Roi ne signa pas le Traité de Londres, auquel la France, la Grande-Bretagne, la Russie, puis l'Italie et la Roumanie adhérèrent formellement et par lequel ces puissances s'engageaient mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la guerre et, au moment venu, à ne poser des conditions de paix que moyennant un accord préalable avec chacun des autres Alliés. Toutefois, le baron Beyens, d'accord avec ses collègues, jugea utile d'obtenir des trois grandes puissances garantes de notre neutralité une déclaration solennelle affirmant leur intention de nous faire participer aux bénéfices qu'elles retireraient éventuellement de leur accord et de nous admettre à négocier la paix de concert avec elles. C'est l'acte connu sous le nom de « Déclaration de Sainte-Adresse » et qui fit l'objet, le lundi 14 février 1916, d'une notification solennelle que le baron Beyens reçut en son cabinet ministériel. L'ironie, qui se mêle souvent à l'histoire, voulut même que la lecture de cette déclaration fût faite au nom de ses collègues par le plus ancien d'entre eux, qui se trouva être le prince Koudacheff, ministre de Russie : « Les Puissances alliées et garantes déclarent que, le moment venu, le Gouvernement belge sera appelé à participer aux négociations de paix et qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités sans que la Belgique soit rétablie dans son indépendance politique et économique, et largement indemnisée des dommages qu'elle a subis. Elles prêteront leur aide à la Belgique pour assurer son relèvement commercial et financier. »

Cette même fidélité scrupuleuse à la théorie de la neutralité rendait, on le conçoit, le baron Beyens peu favorable aux aspirations qui se manifestaient jusque dans l'entourage du Gouvernement et même parfois au sein du Gouvernement, en vue d'élargir notre rôle international, voire de nous préparer des avantages territoriaux pour l'avenir. Les maximalistes l'accusaient volontiers de timidité et ne manquèrent pas, notamment, de critiquer la lettre qu'il adressa en juillet 1916, d'accord avec ses collègues du gouvernement, au Jonkheer de Weede, ministre des Pays-Bas,

et par laquelle le gouvernement du Roi déclarait « désapprouver énergiquement toutes menées qui auraient pour objet de porter atteinte à l'intégrité du territoire néerlandais ». Le même grief de timidité, s'inspirant du même esprit, lui fut aussi injustement adressé lorsque, après la prise de Tabora, la collaboration de nos forces militaires coloniales avec les forces anglaises pour la conquête de l'Est-Africain allemand se trouva suspendue.

Les polémiques provoquées à ce sujet — pour n'avoir pas dépassé un rayon restreint — ne furent point étrangères à sa sortie du ministère. Le 4 août 1917, le portefeuille de nos Affaires extérieures fut recueilli par le chef même du gouvernement, le baron de Broqueville, qui le conserva jusqu'au 1^{er} janvier 1918 et qui quitta lui-même le gouvernement le 31 mai 1918.

* * *

Le baron Beyens, dont l'expérience eût été sans doute à ce moment d'un concours très opportun, ne fut pas associé à la fin de la guerre aux premières négociations avec les Alliés en vue de la paix, non plus qu'aux délibérations, cette fois décisives, qui se poursuivirent à Paris et d'où sortit le Traité de Versailles. Le moins qu'on en puisse dire ici, c'est qu'au cours de l'élaboration d'un tel règlement, la Belgique, qui fut rangée parmi les Etats à intérêts limités, eût pu s'attendre à une interprétation plus généreuse de la « Déclaration de Sainte-Adresse », qui lui promettait de participer aux négociations de paix sans qu'aucune réserve limitât cette participation.

Dégagé en ces années 1918 et 1919 de toute responsabilité officielle, le baron Beyens n'entendait pas cependant demeurer inactif. Rien ne lui était d'ailleurs plus étranger que l'oisiveté. C'est alors qu'il prend sa plume, cette maîtresse plume qui lui avait servi à rédiger tant de rapports et de notes diplomatiques ; mais cette fois, c'est pour répandre ses idées dans le grand public ou pour lui confier quelques-uns de ses souvenirs, sous la forme d'articles, de brochures ou de livres bien ordonnés et qui, au contraire d'autres publications de ce genre et du même temps, furent à la fois assez circonspectes et véridiques pour ne susciter ni rectifications ni protestations. Déjà, en 1915, il avait trouvé le loisir de donner à la *Revue des Deux Mondes* plusieurs articles qui furent justement remarqués sur « l'Allemagne avant la guerre. Les causes et les responsabilités », — articles qui furent réunis en volume par un éditeur belge, M. G. Van Oest, d'une intelligence très avertie, et qui s'était établi à Paris. C'est chez ce même éditeur qu'il fait paraître, en 1918, un travail sur la *Question africaine*, ensuite des considérations sur la neutralité de la Belgique, la question flamande, la restauration économique, et qu'il intitule : *Questions belges*. Sous la même firme paraît, l'année suivante, un petit ouvrage d'une portée plus générale : *L'Avenir des petits Etats*. Il y affirme, en face des théories et des prétentions de l'impérialisme, le droit à l'existence pour ces petits Etats, dont Thiers disait déjà justement que « dans la société des nations, ils représentent des voix toujours acquises au droit, parce qu'elles sont toujours attentives à la faiblesse ». Appuyant ses conclusions sur les lois de l'histoire, il montre l'utilité des Etats de second rang dans le groupement des puissances européennes dont ils peuvent amortir les contacts ou favoriser la liaison. Il ne manque pas, à ce propos, de souligner qu'en Belgique la nation elle-même a préexisté à l'Etat et comment notre indépendance définitive, loin d'être une création artificielle de la politique européenne, s'est au contraire imposée à celle-ci comme le résultat inéluctable d'une solidarité séculaire de luttes et d'épreuves, d'intérêts et d'aspirations entre nos populations du bassin de la Meuse et de l'Escaut. Plus tard, c'est aussi dans les colonnes de la *Revue de Paris* et surtout dans celles

de la *Revue Générale*, qui maintient si bien en Belgique la tradition d'un recueil de culture supérieure et désintéressée, qu'il prend plaisir à laisser courir ses idées, ses impressions, ses souvenirs, ses conjectures. Sa prose le peint tout entier. Le style demeure toujours correct et élégant, aussi éloigné de l'afféterie que de l'emphase. La simplicité et la vérité dans le récit donnent souvent à ses évocations le charme intime de la confiance et même de la bonhomie. Il ne succombe point à cette tentation à laquelle d'autres écrivains diplomates de ce temps-ci n'ont point échappé, de romancer l'histoire et de rechercher quelque attrait sensationnel dans tout ce qu'ils ajoutent du leur à la reconstitution des incidents et des dialogues. Ses portraits sont d'un dessin sobre, mais sûr. Ses tableaux d'ensemble n'accumulent point inutilement les détails et les accessoires. En revanche, il se plaît volontiers au rappel des précédents et à la mise en lumière de ces « faits permanents » — pour reprendre une expression d'Albert Sorel — qui régissent la vie des peuples et font mieux comprendre l'enchaînement des événements et les conséquences qu'il en faut attendre.

C'est à ces paisibles travaux de l'esprit qu'il se trouve tout à coup arraché, en 1920, par une importante mission que la Société des Nations, sur la proposition de M. Paul Hymans, lui confie en collaboration avec M. Calonder, ancien président de la Confédération helvétique, et M. Elkus, ancien ambassadeur des Etats-Unis, afin d'élucider sur place un différend qui s'est élevé entre la Suède et la Finlande pour la souveraineté des îles d'Aland, dans la Baltique. Cette mission, dont les conclusions favorables à la thèse finlandaise furent entérinées par la Société des Nations, devait faire l'objet d'une communication pleine de substance dont le baron Beyens donna lecture à notre Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques dans sa séance du 2 mai 1927 (1).

Au retour de sa mission, il était de passage à Stockholm, lorsque le Gouvernement du Roi, que j'avais l'honneur de présider en ce moment, lui demanda, dans l'été de 1921, de reprendre du service dans notre diplomatie. Notre légation auprès du Saint-Siège devant être élevée au rang d'ambassade, M. Henri Jaspar, ministre des Affaires étrangères, lui proposa ce poste de choix. « C'était pour moi, a écrit le baron Beyens, renaître à la vie que j'avais menée pendant tant d'années et respirer à nouveau un air qui manquait à mes poumons. »

Nommé, le 31 juillet 1921, ambassadeur auprès de S. S. Benoît XV, — à qui le pape Pie XI devait succéder quelques mois plus tard, — Beyens exerça ces fonctions jusqu'à la fin de 1925, date de sa mise à la retraite. Il eut la chance d'être ainsi mêlé de très près à une série d'événements d'un exceptionnel intérêt, se rattachant, les uns à la vie et à la politique de la Papauté, les autres à l'évolution profonde qui se traduisit en Italie par l'apparition et le triomphe du fascisme. Rien de plus captivant que le livre, qui ne parut qu'après sa mort, dans lequel, sous le titre de *Quatre ans à Rome*, il étudie la personnalité et les initiatives des deux pontifes qui l'avaient accueilli avec une sympathie marquée et avec lesquels il eut à négocier plus d'une question délicate de son officie, notamment la reprise, par le diocèse de Liège, des affaires ecclésiastiques d'Eupen et de Malmédy. La maladie et la fin de Benoît XV, le conclave et l'élection de Pie XI, la visite à Rome de nos souverains, visite qui jeta, au dire du roi Albert, « une première passerelle encore fragile entre le Vatican et le Quirinal », — passerelle que les accords de Latran devaient transformer en un pont solidement charpenté; — l'encyclique pontificale *Ubi arcano Dei*, inspirée d'un admirable esprit de paix entre les nations et les classes sociales; le Congrès eucharistique de Rome, l'Année sainte,

(1) *Bulletin de la Classe des Lettres*, 5^e série, t. XIII, 1927, n^o 5, pp. 184 et suiv.

autant de thèmes où son observation aiguë, son jugement pénétrant s'exercent avec complaisance. Dans le même temps, il voit grandir et s'effondrer en Italie le « parti populaire ». Il recueille au bon endroit les échos de la Conférence de Gênes, de l'occupation de la Ruhr et du Pacte de Locarno. Témoin averti autant que désintéressé, il nous fait assister aux convulsions de l'opinion publique italienne lors de l'avènement du fascisme, à l'assassinat de Matteotti, et à l'institution du nouveau régime dictatorial, dont l'exemple et les méthodes retentissent aujourd'hui sur la mentalité de toutes les jeunes générations. C'est ainsi qu'au même titre que ses souvenirs d'Allemagne, ce livre demeure une des plus précieuses contributions qui soient à l'étude de notre histoire contemporaine.

Mais l'heure est venue pour lui de faire place aux jeunes. Il est sage de quitter les choses avant qu'elles ne nous quittent. « C'est d'un cœur résigné, écrit-il, et en vrai philosophe, que j'ai pris mes invalides, heureux d'avoir pu traverser sans encombre les événements les plus périlleux, heureux surtout d'avoir vu la Belgique survivre à la catastrophe qui menaçait de l'engloutir, et content de vouer désormais à ma famille le temps qui me reste à vivre et que je ne puis plus consacrer à mon pays. »

Son pays, c'est pour lui qu'il n'a cessé d'agir et d'écrire. Contribuer à entretenir et à grandir, non seulement les avantages matériels, mais aussi le crédit moral de sa patrie. Lui concilier le respect et l'estime des autres nations. Révéler à celles-ci son vrai visage. Lui donner à elle-même le sens véritable de son rôle et de son avenir dans l'ordre international, c'est bien là ce qui fait la beauté en même temps que le but supérieur de la mission du diplomate.

Une telle conception diffère un peu de celle des profanes, qui voient volontiers tout diplomate sous les traits d'un homme bien élevé, sinon d'un snob, condamné au formalisme et épris de vanités mondaines, s'enveloppant professionnellement du voile de la dissimulation et du lacs des intrigues. Elle n'a rien de commun avec *La Foire aux Vanités* de Thackeray. Elle se confond en revanche avec le programme que Jules Cambon a tracé naguère dans un charmant petit livre intitulé : *Le Diplomate*, qu'il n'a pu écrire sans penser plus d'une fois au baron Beyens, qui fut son collègue à Berlin et qui demeura, jusqu'à la fin, un de ses amis les plus chers. Parmi les leçons qui se dégagent de la lecture de cet ouvrage, il en est une que les événements de ces dernières années n'ont pas contredite, bien au contraire : c'est que la diplomatie ne saurait être une œuvre improvisée et que les vertus qu'elle requiert : réflexion et modération, observation et expérience, sont médiocrement compatibles avec la mode nouvelle des négociations sur la place publique, — qui s'ébauchent ou se poursuivent fiévreusement, au crible des interviews et sous le dé clic des appareils de photo ou de ciné, entre des hommes politiques engagés dans les luttes intérieures et obligés de compter de près avec toutes les ignorances et les passions de la presse, du Parlement, voire des comités électoraux.

Dans la sérénité de ses derniers ans, Beyens devait rester lui-même. C'est pour des hommes de sa trempe qu'est faite la devise : « Repos ailleurs ». Jusqu'à la fin, au Ministère des Affaires étrangères, il préside la Commission diplomatique et se plaît aux examens des candidats pour la « carrière » à discerner les jeunes qui lui paraissent les mieux doués pour les tâches qu'il a lui-même remplies et à les guider de ses conseils. Sa plume ne chôme pas et les sujets et les souvenirs ne font pas défaut à sa plume. Il consent même à vaincre la réserve qui lui est naturelle pour accepter de faire, à la tribune des Conférences Cardinal Mercier, ou au profit de l'une ou l'autre bonne œuvre qui le sollicite, une causerie ou une lecture qui, en dépit de la voix un peu blanche, captive et enchante tous ses auditeurs par l'intérêt des impressions

et des idées non moins que par l'art consommé de la présentation. Il ne manque point d'être assidu aux séances de l'Académie royale de Belgique et d'assister, lorsqu'il se rend à Paris, à celles de l'Académie des Sciences morales et politiques, qui l'a élu membre correspondant. Il a assumé aussi une nouvelle fonction qu'il prend à cœur : la présidence du Conseil de fabrique de son église paroissiale, l'église Notre-Dame de la Cambre, et cette charge, où il a succédé à l'illustre général Jacques de Dixmude, l'associe de près à l'œuvre de restauration d'un des plus anciens édifices de son pays brabançon, qui est tout chargé à la fois de souvenirs d'histoire nationale et de foi religieuse. Lorsque, âgé de 79 ans, il s'endormit du dernier sommeil, le 3 janvier 1934, c'est dans cette antique église abbatiale, enfin relevée de ses ruines, qu'eurent lieu ses funérailles. Rien ne souligna mieux la valeur des mérites de ce diplomate accompli que la présence à cet ultime adieu du roi Albert, qui l'avait toujours tenu en haute estime et qui devait, hélas ! quelques semaines plus tard, rejoindre dans l'éternel au-delà ce grand et loyal serviteur.

Les dernières lignes que le baron Beyens a écrites figurent en conclusion de son ouvrage : *Quatre années à Rome*. Elles sont à relire et à méditer. Dans le désordre et les inquiétudes de la vie internationale, elles résonnent à nos oreilles et en nos esprits comme l'écho d'une voix d'outre-tombe, empruntant une portée singulière à l'expérience et à la sagesse qui les ont dictées : « J'ai assisté, écrit-il, à deux grandes guerres européennes, la première dans ma prime jeunesse, la seconde dans mon âge mûr; et de celle-ci j'avais observé de près les prodromes. J'ai la conviction qu'une troisième, plus épouvantable, ne pourra être épargnée à l'humanité que par le respect de la force que nous inspirerons aux perturbateurs volontaires de la paix et non par l'emploi de conférences sans issue et des pactes sans lendemain. La paix ne s'établira solidement que si elle est accompagnée d'un désarmement moral, dont les anciens ennemis sont plus loin aujourd'hui que jamais. Attendons patiemment que l'heure de ce désarmement vienne à sonner chez eux. Elle sera hâtée par la conscience qu'ils prendront des risques à courir dans le bouleversement du statut actuel de l'Europe. Si j'avais un mot d'ordre à donner à la génération présente, ce serait : Restez forts, fermes et vigilants! »

HENRY CARTON DE WIART,
Ministre d'Etat.

La Maçonnerie et l'Italie

Les diverses causes qui convergent pour attaquer l'Italie — l'étrange alliance de contingents variés unis pour essayer de détruire le gouvernement et la puissance de ce pays — sont de toute espèce. Si beaucoup d'entre elles sont en contradiction avec d'autres, toutes s'accordent sur le but principal.

La cause de loin la plus importante et la plus respectable est, évidemment, la nécessité politique de la Grande-Bretagne. Une puissance forte dans la mer Rouge, une nouvelle et croissante puissance militaire en Méditerranée, menace, en cas d'hostilité de cette puissance, ce qui fait vivre l'Angleterre : l'exploitation de l'Orient et tout le commerce entre l'Asie et l'Europe. Ajoutez-y la position vitale de l'Egypte et le tribut élevé prélevé indirectement sur ce pays et sur le Soudan. Il n'était certes pas nécessaire de s'aliéner l'Italie et de se la rendre hostile — mais il est trop tard pour corriger cette faute fatale.

Après l'intérêt vital de l'Angleterre, le facteur le plus important

dans l'alliance actuelle est peut-être le mouvement communiste international, très organisé et mené par des juifs intelligents et actifs qui agissent de Moscou et dont le porte-parole principal est Wallach-Finkelstein, qui s'affuble du faux nom de « Litvinoff » dans le vain espoir que les gens le prendront pour un Russe.

A qui donner la troisième place, n'est pas facile à dire, mais je suis enclin à croire qu'elle revient à la Franc-Maçonnerie internationale.

Certes, il y a bien d'autres facteurs dans cette alliance. Il y a les masses de braves gens qui détestent une « monarchie » illimitée, une dictature, il y a les nombreux attardés qui croient toujours aux institutions parlementaires et vivent dans l'illusion que les politiciens professionnels sont « représentatifs »; il y a des forces financières à l'œuvre, internationales aussi — par exemple, les avantages à retirer en imposant des emprunts à une Italie brisée et défaite. C'est là une manœuvre classique que les prêteurs adoptent dans chaque crise. Il y a aussi la haine et le mépris ressentis par l'ensemble de la culture protestante pour la culture catholique. Il y a de plus, en ce moment, le puissant mobile de l'humiliation. La folie de notre récente politique anglaise nous a conduits dans une impasse dont l'Angleterre ne pourra, semble-t-il, sortir qu'au prix d'une humiliation nationale, et les patriotes n'avalent pas facilement une pareille humiliation.

A tous ces facteurs en travail on peut ajouter le puissant mobile puritain de l'indignation morale que provoquent les fautes d'autrui. Mais quelque vaste que soit cette coalition contre l'Italie et son avenir, je persiste à penser qu'à tout prendre c'est à la Maçonnerie que revient le numéro trois sur la liste. J'estime qu'elle vient après les intérêts politiques anglais et la campagne organisée des juifs moscovites.

* * *

Il est facile d'exagérer la puissance de la Maçonnerie internationale, et la tentation est si forte qu'ils ne sont pas rares les esprits de premier ordre qui y ont succombé dans le passé — mais la Franc-Maçonnerie internationale était plus puissante alors qu'elle ne l'est aujourd'hui. La Maçonnerie n'est plus une société secrète. Tout le monde sait maintenant à quoi s'en tenir et, à tout prendre, il n'y a pas tant à savoir. Ses doctrines sont assez inoffensives, mais il y a, à son propos, cette constatation remarquable à faire, et qui ne peut s'expliquer que par une association d'idées : c'est que *partout où l'Eglise catholique est puissante, la Maçonnerie devient l'organisation qui dirige les forces politiques visant à détruire le catholicisme*.

Il n'y a pas de connexion logique entre le méticuleux rituel hébraïque (inventé apparemment à la fin du XVII^e siècle) et une hostilité à l'égard de l'Eglise catholique. Encore moins y a-t-il un lien rationnel apparent entre les vagues idéaux humanitaires qui affectent la Maçonnerie et le corps de doctrine catholique. Le principal grief est que la Maçonnerie, n'étant pas doctrinale, s'oppose à la religion organisée et doctrinale, mais cela n'explique pas le conflit.

Dans la vie pratique, la relation entre deux choses ne dépend pas seulement de liens susceptibles d'être expliqués rationnellement, mais aussi de simples associations d'idées. Un homme est insulté par un autre homme habillé de rouge, l'association entre habits rouges et insultes qui en résulterait ne serait qu'insignifiante. Mais qu'un deuxième bonhomme habillé de rouge rudoie le même homme, puis qu'un troisième habillé de rouge joue une vilaine farce à notre homme, et celui-ci en arrivera à identifier le port d'habit rouge avec l'hostilité à son égard.

Qu'un groupement d'hommes dont le lien est la fidélité à une

croiance déterminée soit, pratiquement, toujours en querelle avec ceux qui ne se préoccupent pas de cette croyance mais qui sont des joueurs de flûte, et incontestablement les fidèles de la croyance en arriveront à acquérir une mentalité qui considérera que jouer de la flûte est une abomination. La doctrine de ne baptiser qu'à l'âge adulte n'a rien à voir avec la doctrine qui veut que toute liqueur fermentée soit un mal, mais, par une association d'idées, il s'est créé, après quelques générations, une hostilité permanente entre les baptistes d'une part et boire un bon verre d'autre part.

Voilà qui répond à ceux qui prétendent qu'il ne peut y avoir de l'hostilité réelle entre la Maçonnerie et le Catholicisme. C'est une hostilité née d'une association d'idées tellement ancienne qu'elle s'est fortifiée, a pris racine et est devenue permanente. Elle a pris corps et une existence réelle. Allez où vous voulez dans n'importe quel pays catholique, — Irlande, France, Belgique, Vienne, Portugal, Espagne, — partout vous trouverez que la Maçonnerie fournit la charpente, l'organisation et les directives de l'attaque contre la tradition religieuse et sociale.

* * *

La Maçonnerie internationale éprouvait donc déjà une antipathie naturelle en face d'un nouvel Etat catholique puissant, tel que l'Italie le devenait manifestement. Toutefois, cette tendance était vague. Ce qui la rendit extrêmement active, ce fut l'attaque directe du nouveau gouvernement italien contre les Loges maçonniques et le succès complet de cette attaque. Aucun subterfuge ni aucune hypocrisie de part et d'autre. Les maçons eussent détruit le fascisme, s'ils l'avaient pu; le fascisme détruisit réellement et matériellement la Maçonnerie. Les jeunes fascistes envahirent les Loges, brisèrent et brûlèrent les emblèmes, expulsèrent les Vénérables et les persécutèrent. Et voilà pourquoi, dans le monde entier (aux Etats-Unis, par exemple, qui comptent plus de francs-maçons que tout le reste de la Chrétienté, au Mexique où le gouvernement est ouvertement maçonnique, en Bohême où le gouvernement est également purement maçonnique avec Masaryk et Benès), partout la Maçonnerie travaille contre l'Italie.

Qu'il ne soit jamais parlé dans notre presse d'une matière aussi importante n'est qu'un des aspects hautement comiques de la presse anglaise actuelle. Je le répète, il ne faut pas exagérer le rôle de la Maçonnerie. Nos journaux anglais suppriment bien plus que le facteur maçonnique. Ils suppriment tout commentaire sur la puissance financière et sur les tripotages des financiers. Ils suppriment la parenté entre Gog et son cousin Magog. Ils suppriment toute analyse des médecines patentées. Ils ne font pas que supprimer. Ils omettent d'instruire. Le public anglais est non seulement laissé dans l'ignorance du rôle international de la Maçonnerie, il ignore aussi mille autres choses dont les monopolisateurs de journaux n'ont jamais entendu parler ou qu'ils ont décidé de taire. Non, l'influence de la Maçonnerie dans la crise actuelle ne doit pas être exagérée, mais l'ignorer est stupide.

HILAIRE BELLOC.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Pourquoi blâmer la France?

Bien des hommes d'Etat et des écrivains anglais semblent actuellement s'en tenir à la formule : « Si vous doutez, blâmez la France. »

L'injustice est de taille. Depuis le début, la France, dans la personne de M. Laval, fut opposée à l'idée que la Société des Nations devait prendre des mesures punitives contre Mussolini, et cela pour trois raisons :

1° De pareilles mesures menaçaient la sécurité de la France en menaçant l'entente franco-italienne;

2° Une « fuite du franc » accompagnerait certainement toute friction grave entre l'Italie et la Société des Nations;

3° Une telle « fuite du franc » menacerait la structure intérieure de la France.

Cela était bien connu des hommes d'Etat anglais et des éditeurs des journaux anglais. Le *Financial News* annonçait dès le 13 août dernier :

« La conséquence d'une demande substantielle par l'Angleterre et le Continent de titres américains serait une dépréciation du sterling en termes, et de dollars, et de monnaies-or, et une dépréciation de ces dernières en termes de dollars. Les monnaies-or baisseraient jusqu'à leur *gold point* et l'afflux d'or vers New-York recommencerait... »

» Du point de vue du bloc-or, une dépréciation du sterling de quelque 5 % annulerait les résultats obtenus par de lourds sacrifices déflationnistes. »

Les hommes d'Etat anglais savaient donc que M. Laval, en soutenant le Covenant, risquait bien plus qu'ils ne risquaient, eux. Les ennuis de M. Laval, en fait, commencèrent au début de septembre quand l'or français partit en grandes quantités vers l'autre rive de l'Atlantique. Cette « fuite du franc » fit prophétiser, dans certains milieux londoniens, avec jubilation et une anticipation empressée, que la France serait prochainement obligée de dévaluer sa monnaie.

Ces prophètes comptaient sans le Président Roosevelt. Il vint au secours de la France en achetant d'énormes quantités d'argent à Londres et en inondant donc de dollars le marché des changes londoniens. La livre fut ainsi affermie et soutenue, le dollar étant plus faible, et cette force et ce soutien furent transmis, par la livre, au franc.

Les Etats-Unis ne furent pas seuls à venir au secours de M. Laval. Le Canada joua, lui aussi, le rôle de bon Samaritain en haussant vivement son prix minimum pour le froment à un moment où il devint connu que la récolte argentine était mauvaise.

En quelques semaines, le froment, à Londres, haussa d'environ 25 %. Il en résulta la nécessité pour Londres de se joindre aux sauveurs du franc en renforçant la livre à l'effet de prévenir une hausse plus marquée encore des produits alimentaires. L'action de Londres fut primitivement une mesure d'auto-préservation. Elle suivit l'action des Etats-Unis et celle du Canada, qui, en fait, furent les causes de l'action londonienne.

Londres soutint la livre en achetant des francs avec de l'or et en vendant ces francs contre des livres. Depuis que le franc et le dollar sont reliés par le *gold standard*, cela équivalait à lier la livre au dollar.

Mais l'opération coûta pas mal d'or — tellement la hausse des produits alimentaires était rapide. MM. Benson évaluent les pertes, entre le 9 septembre et le 30 octobre, à £ 90,000,000 or et à quelque £ 10,000,000 argent. De ces sommes, des quantités importantes provinrent du Fonds d'égalisation des changes.

Comme dit le proverbe, le soulier était maintenant à l'autre pied. La France perdait de l'or vers l'Amérique, mais elle en gagnait presque autant venant d'Angleterre. Ses pertes nettes étaient négligeables alors que les pertes anglaises étaient très élevées.

La détermination britannique de soutenir le Covenant de la Société des Nations resta-t-elle invariable devant ces pertes d'or? En d'autres termes, la Grande-Bretagne pratiqua-t-elle l'attachement désintéressé que tant d'Anglais exigeaient de M. Laval?

Des élections générales avaient été décidées et le Premier ministre d'Angleterre parla de l'avantage de les faire pendant une « accalmie » de la crise européenne. M. Lloyd George et d'autres s'emparèrent du mot et demandèrent comment il était possible qu'il y eût une quelconque « accalmie », alors que l'Italie envahissait l'Abyssinie et que la Société des Nations allait prendre des sanctions contre l'Italie — pour ne rien dire de la concentration navale anglaise en Méditerranée orientale.

Néanmoins le mot était justifié. Les prononcés officiels anglais devinrent conciliants. La tension se relâchait. Les prix des denrées baissaient. Le courant d'or de Londres vers Paris se desséchait. Il y avait plus : la tendance apparaissait de discuter des conditions de paix dans des milieux où, peu auparavant, toute discussion était repoussée.

Et puis, soudain, toute la situation changea. Au lieu de faiblir encore, la livre se raffermir du fait que le Gouvernement chinois avait décidé des réformes monétaires qui semblaient devoir entraîner une réduction notable du pouvoir d'achat de la Chine et donc un *dumping* considérable du blé australien sur le marché de Londres, blé vendu précédemment à la Chine. Au même moment de lourds nuages s'amoncelaient sur la France et on prédisait librement le renversement de M. Laval par l'aile gauche de sa majorité.

Un nouvel exode d'or de Paris commença et cette fois sans la coopération d'un courant d'or venant de Londres. Au contraire, les avoirs londoniens en France furent hâtivement transférés en Amérique et investis, là, en titres américains. La sortie totale à cette occasion (30 octobre au 6 décembre) fut de quelque 80,000,000 livres. Pas moins des deux tiers de cette somme semblent avoir été envoyés à New-York par des Anglais.

Donc, loin d'aider M. Laval dans ses ennuis, les Anglais paraissent avoir été surtout préoccupés de causer un *boom* à *Wall street*.

Daily Express, 16 novembre 1935 :

« On disait hier dans la Cité que pendant la semaine dernière seule, 40,000,000 livres de capital anglais s'en allèrent en Amérique pour s'y placer. Et il s'agit probablement là d'une sous-estimation. »

A ce moment, Londres ne perdait pas d'or, ni vers la France, ni vers les Etats-Unis; or, il est impossible de transférer actuellement des fonds à New-York, sans envoyer de l'or ou de l'argent, car le tarif douanier américain exclut l'entrée de marchandises. Il s'ensuit que les Anglais opéraient leurs placements américains par l'intermédiaire du change franc-dollar, en d'autres mots ils vendaient des francs pour acheter des dollars. De pareilles ventes affaiblissent le franc et font sortir l'or de Paris. M. Tannery, le gouverneur de la Banque de France, signale que pendant cette période les Français ne perdirent pas la confiance dans la patrie et n'amassèrent pas l'or.

The Economist disait de cet afflux d'or vers l'Amérique : « Ceci représente surtout un afflux de capital européen » (7 déc.) et le *Financial News* du 29 novembre écrivait :

« Ceci ne fut pas une panique des petits capitalistes et il n'y eut pas une intensification de thésaurisation d'or.

» La pression sur le franc vint d'un vaste transport de fonds pour le compte des grands capitalistes et groupements de Londres et du Continent vers New-York. »

M. Laval se sauve par son propre courage et sa propre habileté. Le Président Roosevelt, qui voyait d'un très mauvais œil cette gigantesque spéculation boursière, sauva la stabilité de son niveau des prix — sévèrement menacé — par le même déploiement de caractère et d'habileté. Le drainage de l'or prit fin au début de ce mois de décembre.

Et au même moment les réformes monétaires chinoises subirent de tels changements que la Chine se remit à acheter du blé australien. Si donc la Grande-Bretagne avait persisté dans son attitude antérieure à Genève, les conditions prévalant en septembre et en octobre eussent à nouveau prévalu et il eût été nécessaire de soutenir une fois de plus la livre par de lourds envois d'or à Paris ou à New-York.

Le « plan de Paris » vint tout juste à point pour empêcher cet exode d'or et pour prévenir peut-être ainsi la nécessité de stabiliser la livre, ce qui permettrait au bloc-or de sortir finalement de ses difficultés. Stabilisation de la livre veut dire stabilisation de la même façon dont M. Roosevelt stabilisa le dollar — c'est-à-dire la fixation d'un niveau des prix, un *commodity dollar*. On sait qu'une pareille fixation des prix met fin aux prêts en permettant aux gens de se libérer de leur dettes.

Dans ces circonstances, critiquer M. Laval est discourtois, pour ne dire que cela. De plus, c'est superflu. M. Roosevelt et M. Laval connaissent tous deux, exactement, ce qui se passe et sont donc à même de mesurer de façon précise l'étendue et la qualité de la dévotion envers la Société des Nations et son idéal qu'il y a trois mois on criait sur tous les toits à Genève et à Londres.

Dr R. McNAIR WILSON.

(Traduit de l'anglais G. K. 's Weekly.)

Conférences Cardinal Mercier

17^e année

ET

Grandes Conférences Littéraires

9^e année

La prochaine conférence sera faite le **mardi 7 janvier**, à **5 et à 8 1/2 heures** (Salle Patria) par

M. RENÉ BENJAMIN

SUJET :

Mussolini, Consul de Rome (Essai de portrait)

Cartes particulières pour cette conférence : 5 à 25 francs.

Location à la Maison F. Lauweryns, 20, rue Treurenberg (tél. 17.97.80).

En quelques lignes...

Messe de minuit

On a rétabli, dans le diocèse de Liège, cette année, une tradition qui n'aurait jamais dû se perdre. Mais il paraît que des noctambules avinés avaient compromis, autrefois, la dignité des cérémonies liturgiques.

« La foi s'en va! déplorent les éternels Cassandres. Est-ce possible? Toujours est-il que, pour saluer, à minuit, « heure solennelle », le Divin Enfant, les foules ont envahi le temple. Foules singulièrement recueillies et toutes tendues dans une bonne volonté de paix, de joie, d'amour.

C'est le mystère de Noël que cet apaisement des esprits et des cœurs. Au plus tragique de la guerre, les soldats, sur le front pilonné par la mitraille, faisaient trêve, une fois par an, une seule fois, à leurs habitudes de meurtre, à leur orgueil farouche et conquérant. La nuit sainte réalisait, par la seule vertu de l'étoile sur la Crèche, cette réconciliation que promettait le message des Anges.

... Autour de l'étable, les cierges font mille points d'or. Sur l'orgue, touché par des mains plus ferventes, chantent pipeaux et musettes. Et voici que s'élèvent les premiers accords du *Minuit, chrétiens!* Des puristes dédaigneux ont voulu faire le procès de ce chant consacré par la piété des humbles. Ils reprochent à la musique son indigence, aux paroles une fausse solennité. Comme si nous étions à l'Opéra!... Le *Minuit, chrétiens!* dont les auteurs sont d'ailleurs parfaitement inconnus de la plupart de ceux qui l'écoutent et qui l'aiment, fait partie de cette atmosphère noélique où nous nous plongeons avec confiance, tendresse et simplicité. Cette année, il manquait le décor ouaté de la neige sur les chemins, du grésil sur les capuchons. Mais l'église avait son odeur de cire et d'encens. Et les personnages de la Crèche semblaient sortir du fond de notre enfance.

Nous avons mieux prié, parce que la paix est précaire. Nous avons prié pour les hommes qui ne s'aiment pas. Nous avons prié avec les bergers, d'un cœur pur. Et cette blancheur sur nos âmes, c'était la vraie neige de Noël.

L'année qui meurt

Cette fin de décembre eut des alanguissements de printemps précoce, ou d'un été de la Saint-Martin qui retrouverait une seconde jeunesse. Il y eut des coins bleus, d'un bleu pervenche, dans le ciel léger. Comme si l'année voulut se réhabiliter, au moment de sa mort, estomper doucement les souvenirs cruels, nous laisser sur une impression de mélancolie plutôt que sur notre désespérance...

Pourtant, 1935 n'a pas mérité le caillou blanc. Sur un monde de plus en plus inquiet plane une sourde menace. La terre, les océans, les airs sont sillonnés d'hommes en armes prêts à semer la mort. Des convulsions politiques remettent chaque jour en question les intérêts de la chose publique. Et si les économistes se flattent d'avoir fait reculer le spectre de la Crise, les diplomates détiennent dans leurs dossiers des secrets si lourds que l'horizon leur paraît plus sombre qu'aux mauvais jours de 1914.

En Belgique, le deuil est encore dans tous les cœurs. Nous avons perdu Celle qui était notre lumière et notre enchantement. La plaie n'a pas fini de saigner. Et quand on nous dit que 1936 nous rendra notre Roi dans des cérémonies officielles, nous appré-

hendons, la gorge serrée, de voir, sur l'estrade tendue de velours rouge, un jeune homme seul près d'un fauteuil vide.

Et telle est l'instabilité des couronnes et des bonheurs que nous avons pris l'habitude de ne plus essayer de retarder la fuite des jours et des années. Autrefois, quand il ne se passait rien, quand il était donné à Candide de cultiver son jardin, c'est à regret qu'on arrachait au calendrier la dernière feuille. Aujourd'hui, nous avons presque hâte de voir arriver la Saint-Sylvestre. Et comme l'espérance, malgré toutes les désillusions, n'a pas encore cessé de nous visiter, de nous soutenir, volontiers nous reportons sur l'année qui vient le soin de compenser l'année qui meurt. Vieillir n'est plus une chose difficile : mais une consolation, et comme une traite tirée sur l'avenir. On rencontre de moins en moins de ces égoïstes qui disent : « Rendez-moi mes vingt ans! » Et le souhait de nouvelle année se formule désormais comme suit : « Qu'elle ne nous soit pas plus mauvaise! »

L'année qui vient

Serait-ce vrai qu'elle a le visage souriant et toutes les promesses?... Il faut croire à ce sourire; il faut croire à ces promesses, en les méritant.

Je regarde, au mur, le calendrier que des amis pressés m'ont envoyé depuis plusieurs semaines. Il est somptueusement colorié, à la façon des images russes. Le Père Temps à la barbe de neige se prépare à assister au défilé de ses douze fils les Mois. « Puissent-ils », dit un texte optimiste, « au long de 1936, ne vous apporter que bonheur et prospérité! »

Mais je songe aussi que les blocs des calendriers portent souvent cette étiquette ironique : « Le farceur. » Avec des plaisanteries faciles, avec des calinotades et les laissez-moi rire de l'Almanach Vermot, les pauvres humains que nous sommes essaient d'égayer, à l'avance, la grisaille des jours qu'ils pressentent aussi monotones que les jours passés...

Il serait navrant cependant que nous n'eussions pas, au seuil de l'an neuf, la volonté de refaire en la vie un acte de foi. Cette année qui naît, elle sera, d'abord, ce que nous voudrions qu'elle soit. A chaque jour suffit sa peine. Et il n'est pas nécessaire — et il ne serait pas sage, peut-être — d'envisager d'un seul coup d'œil le défilé des douze fils du Père Temps. Du moins, que la période des étrennes soit une occasion de renouvellement. Si Dieu nous a ménagé sur la route de ces relais, c'est qu'il sait bien que la bonne volonté a besoin d'être aidée. L'homme, qui vit dans le temps, aime à se donner des consignes qui aient un point de départ. Le point d'arrivée, c'est trop haut, bien souvent, c'est trop loin : cela échappe à nos prises, et cela découragerait sans doute notre faiblesse. Mais personne ne peut se refuser, honnêtement, à dire : « A partir d'aujourd'hui, je veux faire tel effort. »

Que l'année qui vient soit mise ainsi, dès le principe, sous le signe de l'effort, du renouvellement et de la paix! Afin que les vœux que nous échangeons prolongent, parmi les hommes de bonne volonté, le message de Noël.

Étrennes

On vit trop vite. Dans une réalité d'où l'on bannit légèrement le rêve et la poésie.

Et revient le jour de l'An comme le signe des factures à payer, des corvées d'usage, des rides proches et des ennuis nouveaux. Le retour des choses les use et nous vieillit, et c'est parce que nous n'avons pas su mettre dans les choses la poésie qui les rend immortelles et conserver notre cœur dans le rêve que nous sommes atteints par le temps.

Le temps... cette mesure du mouvement..., comme a souvent écrit dans « La Semaine » le directeur de cette revue. Le bon vieux chanoine Nys, qui enseignait la cosmologie à l'Institut supérieur de Philosophie à Louvain, philosophait sur le temps avec un sourire qui promettait aux étudiants optimistes l'éternelle jeunesse et une cote invariablement bonne. Pour confirmer cette heureuse relativité d'une notion enseignée à l'ombre de Saint-Thomas — *bovis placidus* — Mgr Deploige bêchait, à l'époque, les rosiers du jardin. Puissent tous les philosophes et tous les docteurs avoir retenu cette leçon sur l'impérissable vertu du sourire et de la poésie! Cela nous reste en dépit du cliquetis de l'argent, du vain bruit des théories, des reniements et des égoïsmes. Tournés vers notre enfance, nous avons pour nous consoler la fleur toujours vivace du souvenir. Nous savons qu'il y a, au fond d'un vieux coffret, les lettres à en-têtes fleuries où, sous un bouquet de myosotis, deux colombes se béquettent sans lassitude : vœux et promesses, de nos jeunes années, tendresse des âmes naïves. Tout cela n'est pas perdu peut-être.

Ce n'est point notre faute si celles que l'on appelle — ô ironie! — les grandes personnes ont fait sortir de notre univers de poésie l'allumeur de réverbères qui jadis, au jour de l'An, apportait une carte où il se rappelait, en vers, à la générosité du bourgeois :

*J'allume le réverbère
L'été comme l'hiver.
Bonne année, bonne santé.
Bien merci de votre bonté.*

En ce temps-là, les enfants bousculaient la femme de chambre pour ouvrir la porte eux-mêmes au premier coup de sonnette. On demandait alors au mendiant qui offrait la « nûle » avec ses vœux, quel était son prénom. Ce prénom devait appartenir à celui ou à celle qu'on épouserait un jour.

Respirons le parfum, aimons le charme des étrennes d'autrefois. Il y a moyen d'oublier que les réverbères s'allument automatiquement, que les facteurs et les enleveurs de poubelles font figure de quémanteurs.

Belle joie, bon an... Qui nous dit que, par-dessus le temps, les compliments, les vœux et les intentions des « potées » fleuries de notre enfance ne nous reviennent pas sur le tard comme la miraculeuse réversibilité du bonheur que souhaitait aux autres la sincérité totale de notre cœur d'enfant?

Paul Bourget

Il faudra revenir sur ce deuil des lettres françaises. Que ces quelques mots soient un hommage et un repentir.

Car nous avons, depuis quelques années, pris l'habitude d'ignorer Bourget. Un peu agacés que nous étions par cette lutte de l'octogénaire contre la vieillesse, il nous déplaisait que des volumes à couverture bleue, ceinturés de la bande « Vient de paraître », fissent encore la preuve d'une activité plus opiniâtre que le talent.

Ne considérons aujourd'hui, avec ce respect que l'on doit aux morts, que les œuvres maîtresses. Laissons de côté les remarques faciles sur l'académisme mondain, les bimbeloteries de salon, les cinquante mille livres de rente et les voilettes de la duchesse. Paul Bourget n'avait pas la grâce. Son style est souvent lourd. Il ne m'a jamais fait rêver. Mais je néglige, au lendemain des funérailles, toutes ces pailles dans l'acier. Et je me souviens seulement du maître que révélèrent *les Essais de psychologie contemporaine*.

Notre psychologie à la mode de 1935 est plus complexe, comme

on dit volontiers. Nous avons perfectionné Doxtoïewski. Nous avons fait un sort à Proust, à Gide. En se penchant sur Stendhal, Bourget avait démonté, un à un, les rouages les plus délicats du mécanisme des passions. Mais c'était le temps où un certain classicisme gardait tout son prestige. Quand on était un monstre, on allait se cacher.

Les grands romans de Bourget — *le Disciple, l'Etape, le Démon de midi* — resteront, malgré des défauts de composition et de style, parce qu'ils apportent sur l'homme un témoignage qui défie les modes. « Clinicien », « artiste du scalpel » : on a abusé de ces épithètes. Elles disent très exactement ce qu'il faut dire : à savoir que la psychologie est, comme l'anatomie, soumise à des lois dont le romancier, pas plus que le chirurgien, n'est le maître. « Nos actes nous suivent », a dit un jour Bourget. Cette formule est l'expression d'un classicisme moral auquel nous ne pouvons échapper. C'est ainsi, parce que ça *doit* être ainsi.

L'envers de la gloire

Sur un transatlantique déserté par les passagers qu'on redoute comme autant d'ennemis, abandonnant cette Amérique natale qui, naguère, le reçut comme un demi-dieu, aux approches de Noël, fête de la paix promise par l'Enfant de Bethléem, le colonel Lindbergh emporte vers l'exil le baby que des tueurs à gages ont menacé de ravir à sa mère. Car il ne suffit pas qu'un petit être innocent ait payé la rançon de la gloire. Il ne suffit pas d'un glaive de douleur. Sur des parents poignardés une première fois par le plus atroce des attentats, pèse la malédiction de la haine et de la cupidité.

Dante, dans son *Enfer*, n'avait pas prévu ce crime. Quand Ugolin dévore ses fils, du moins sont-ils morts, morts de faim; et la déraison est en lui. Mais que des créatures humaines, que des êtres nés de la femme puissent exercer ce monstrueux chantage qui consiste à mettre en balance la vie d'un enfant et un sac de dollars, voilà qui confond l'imagination la plus satanique!

Les Américains ressentent cette fuite de Lindbergh comme un déshonneur national. Il y a de quoi! Et l'on songe à une autre fuite — la fuite en Egypte — dont l'imagerie de la Nativité nous offre, ces jours-ci, sur les scènes populaires du théâtre de marionnettes, de touchantes interprétations. Les étudiants de l'Université de Liège ont voulu représenter, d'après le texte d'un manuscrit hutois du XV^e siècle, une de ces Nativités. Le rôle du roi Hérode y est particulièrement développé. Mais, chose curieuse, ce potentat de Judée apparaît moins odieux que préoccupé de sa couronne. Au fond, Hérode avait une excuse dynastique, si l'on peut dire. Et c'est ce qu'a compris Catherine Bourlet, la religieuse wallonne à qui l'on doit ce mystère naïf. Tandis que, dans le cas des « kidnappers », seule la soif de l'or est conseillère de meurtre.

Et c'est l'envers d'une civilisation bâtie sur le culte du dollar roi. Et c'est aussi, cette tragique odyssee de Lindbergh, l'envers de la gloire. Les flots de l'Atlantique n'ont pas changé. Il y avait, autrefois, un jeune garçon plein d'allégresse qui voulait conquérir le « blue ribbon » pour son pays. Il n'y a plus, aujourd'hui, qu'un pauvre « grand homme » qui défend son dernier baby contre le gangster qui ricane...

Anniversaire d'Horace

Quintus Horatius Flaccus naquit à Venouse, en Apulie, en 65 avant Notre-Seigneur. Il y a juste deux mille ans. Il est consolant, par le temps qui court, qu'on ait prêté attention chez

nous à cet anniversaire et piquant que ce soit à Anvers qu'il se trouve célébré.

Le Musée Plantin-Moretus, par les soins de M. Maurice Sabbe, son vigilant conservateur en chef, y expose, en effet, en ce moment, une collection bien impressionnante des éditions anversoises des *Odes*, *Épîtres* et *Satires*.

Elles y furent innombrables dès le XVI^e siècle.

L'imprimerie Plantin, à elle seule, publia vingt-cinq éditions.

C'est elle qui procura en 1578 le premier texte rigoureux, celui rétabli par Cruquius d'après le plus ancien manuscrit, le *Blandinus vetustissimus*.

C'est à Anvers, également, que parut le plus bel album illustré d'Horace, celui des 103 compositions d'Ottho Vaenius, les *Emblemata*, publié en 1607 par H. Verdussen et retiré en 1612, à Anvers encore, chez Lisaert, avec les légendes en cinq langues.

Faut-il déduire de l'actuel hommage anversoise qu'un marchand de la métropole reste, plus volontiers qu'un magistrat mosan, fidèle aux directions de morale bourgeoise du petit propriétaire de Tibur, ou que les intellectuels flamands aient voulu en remonter en dévotion envers la pensée latine aux lettrés d'expression française?

Non pas. Mais du seul fait que la Maison Plantin demeure préservée, elle continue à Anvers à exercer, sur le public même illettré, un prestige de relique locale, à donner aux optimistes l'illusion que ce foyer de culture classique est encore tiède, et à constituer une sorte de « maintenance » de l'humanisme pour les bibliophiles du « Compas d'or », de rares dilettantes érudits et quelques traditionalistes municipaux.

Ce petit exercice de dévotion envers Horace, qui, grâce aux Jésuites et aux imprimeurs, connut à Anvers et par Anvers une telle vogue aux XVI^e et XVII^e siècles, est un des accès périodiques aux bords de l'Escaut de la persistante nostalgie de l'engouement romaniste et du beau délire de la grande Renaissance.

L'« Horace » de Dodoens

Cette fréquentation familière des classiques par les honnêtes gens du XVI^e siècle se manifeste par l'usage répandu de ces petits in-32, reliés en parchemin ou en veau avec sur les plats le double cadre à deux filets cantonné de quatre fleurons, et que nous appellerions des « classiques de poche ». Les éditeurs lyonnais, Frelon ou Gryphe, en fournissaient particulièrement les foires de Francfort à Beaucaire ou à Leyde.

J'ai plaisir et pitié à manier ainsi, dans la bibliothèque d'un ami, un petit « Horace » édité en 1551 par Antoine Vincent à Lyon, qui porte l'ex-libris autographe : « Sum Remb. Dodonaci » (j'appartiens à Rembert Dodoens). Le célèbre médecin, cosmographe et surtout botaniste, de Malines, devait y recourir dans les mauvais comme dans les bons jours, car la feuille de garde porte deux chronogrammes datés du 2 octobre 1572, jour du sac de Malines par les troupes du duc d'Albe :

SICCINE VICTA IACES MECHLINIA VIRGO SVPERBA
(C'est donc ainsi que tu gis vaincue, Malines, fière pucelle.)
INCLITA, CIVILI, MECHLINIA, FRAVDE SVBACTA ES
(Illustre Malines, te voilà réduite par la faute civile.)
(Le Magistrat, en effet, avait abandonné la ville.)

Combien il est touchant de retrouver consigné dans l'exemplaire d'« Horace » de l'auteur du *Cruydeboeck*, dans ce petit bréviaire habituel de récréation spirituelle et de morale quotidienne, ainsi que dans un « livre de raison », la lamentation clandestine du citoyen outré et s'appliquant, en pleine calamité, à la formuler lapidamment et stoïquement, dans un exercice de rhétoricien.

La mystique hitlérienne

Ce qu'on a appelé la « mystique hitlérienne » est peut-être beaucoup moins qu'on ne le pense l'effet des capacités d'agitateur d'Hitler, de ses dons extraordinaires d'orateur fascinant et de séducteur des foules, ou de sa technique de propagande. Tout cela explique sans doute en partie son succès. Ce virtuose de la démagogie qui écrit avec cynisme (dans son livre autobiographique *Mein Kampf*) : « la grande masse, par stupidité et vanité, est enclin à croire tout », eut facile d'entraîner la foule qui s'offre au plus offrant, grâce à son système de promettre tout à tous. Son « messianisme » consistait à se présenter aux yeux des masses comme une sorte de providence universelle prête à satisfaire tous leurs intérêts les plus bas et les plus immédiats. « Un des premiers devoirs de votre gouvernement, dira-t-il dans un discours électoral, sera, après les avoir ravitaillés et approvisionnés en vêtements, de trouver des situations aux masses souffrantes d'hommes, de femmes et d'enfants ! Il appelle cela « savoir parler aux gens ».

Peu importe si cet autodidacte, ce « primaire », n'est pour ainsi dire qu'un réceptif d'idées de provenance variée, s'il fut initié à l'idéologie du programme de son propre parti par Gottfried Feder, si son maître en matière naziste fut Alfred Rosenberg, un Balte, si la tactique même qu'il devait suivre pour arriver au pouvoir lui fut enseignée par un autre Balte, Scheubner-Richter. Sa plus grande force d'agitateur fut peut-être son courage « d'être banal », de ne se douter de rien, de se mettre au niveau de la foule, d'être lui-même « foule » ; tout cela sans aucun effort, en se laissant aller à sa nature. Sa psychologie des masses était calquée sur sa propre psychologie, ce qui explique sa sûreté de jugement. En cela, il fut l'opposé d'un « cabotin », il fut plus qu'instinctif, sincère et croyant. Il vivait sa propre passion. Il était, le premier, un « hitlérien ».

Son programme incohérent, confus et plein de contradictions se révéla par ses défauts mêmes comme le plus habile « attrape-mouches » électoral. Chacun y apporta ses propres idées, son idéal et ses intérêts particuliers, de sorte que le parti semblait représenter les idées, l'idéal et les intérêts de tout le monde. « La grande force du parti national-socialiste, a dit sans ironie un journal hitlérien, tient à ce qu'il n'a pas de programme ! » C'est ainsi qu'Hitler put attacher derrière son char tous les mécontents, les déçus, les aigris, tous les vaincus de la crise économique.

* * *

Cependant tout cela n'explique pas la prodigieuse ascension de Hitler, et encore moins l'hitlérisme en tant que phénomène.

Les spéculations plus ou moins métaphysiques sur le « caractère allemand » et sa tendance au nébuleux et au chimérique n'apportent non plus aucune clarté. Enfin, la « mystique » hitlérienne s'explique encore moins par la « révolte contre l'abaissement de l'orgueil germanique ». Hitler, il est vrai, commença sa carrière politique par des discours contre le traité de Versailles. Mais ce n'est pas la partie nationaliste de son programme qui fit son bonheur. Son nationalisme, même sous sa forme raciste, n'apportait rien de nouveau. Tout ce qu'il pouvait dire sur le *diktat* de Versailles ou sur la supériorité de la race germanique et de sa « mission » dans le monde, d'autres l'avaient déjà dit avant lui et le disaient encore avec lui. Le nationalisme hitlérien n'était en vérité qu'une nouvelle édition du pangermanisme wilhelminien, revue et adaptée aux circonstances et à la mentalité

d'après-guerre. Ce ne sont pas les arguments et les mots d'ordre nationalistes qui firent marcher les foules sous le drapeau de la croix gammée. S'il en était ainsi, ces foules devraient être plutôt attirées par les vieux partis nationaux qui étaient plus « à droite » que le parti hitlérien. Il y a d'ailleurs un fait assez significatif qu'il importe de relever : la politique extérieure n'a jamais joué un rôle quelconque dans aucune des campagnes électorales qui assurèrent à Hitler la victoire finale. Les vrais « enfants de Versailles », furent les corps francs qui se battirent contre les Polonais sur les territoires de l'Allemagne amputée. Mais ceux-ci furent sans lendemain.

Ces considérations nous permettent de placer le mouvement hitlérien dans son cadre véritable, qui est le cadre *social*. L'hitlérisme est avant tout un phénomène social. Il fut le produit de la crise économique. Sa prospérité, il la doit à la partie « socialiste » de son programme et à ses tendances « révolutionnaires ». Hitler, qui aimait cependant dire avant d'arriver au pouvoir que son parti n'était pas un mouvement de désespoir, mais un mouvement d'espoir, fit lui-même cet aveu (1) : « Ce qui explique surtout notre succès croissant, c'est la détresse économique qui règne dans toute l'Allemagne. » « Adolf Hitler est le dernier espoir de ceux auxquels on a tout pris », disaient à la même époque les manifestés électoraux du parti.

* * *

On ne doit pas perdre de vue que le mouvement hitlérien vivait pendant plus de dix ans. L'ère stressemanienne avec le semblant de stabilité économique qu'elle apporta lui fut néfaste, comme du reste à toutes les organisations anti-républicaines. Encore aux élections de 1928, le parti qui disposait déjà d'une forte organisation et de tous ses chefs au complet, n'obtint que douze mandats. Ses formidables progrès commencèrent à se signaler avec le déclenchement de la crise. Dès lors, les chiffres des voix que le parti réunissait à chaque élection autour de ses candidats augmentaient par bonds suivant le rythme du progrès du chômage.

C'est qu'alors, l'idée simpliste d'Anton Drexler, cette synthèse hétéroclite du nationalisme et du socialisme qui était la véritable force motrice du mouvement hitlérien, se révéla dans toute son importance. Cette idée répondait entièrement aux circonstances sociales et aux nécessités psychologiques du moment. La crise avait profondément affecté la classe de la petite bourgeoisie, enlevant à des millions d'êtres humains avec les moyens d'existence, tout espoir d'améliorer leur situation misérable. A ces masses des déclassés « qui ne consentaient pas à sombrer dans le prolétariat », pour parler comme M. Thomas Mann, seul de tous les partis, le national-socialisme offrait une planche de salut. Aussi devint-il le réservoir de la petite bourgeoisie. En promettant de détruire un présent intolérable et de la conduire vers un avenir meilleur, il répondait à son profond sentiment révolutionnaire; en même temps il flattait d'autre part son sentiment national et tous ses préjugés, sa vanité et ses rancunes sociales.

La « mystique » hitlérienne n'est donc que la psychose petite bourgeoise du dictateur, de « l'homme providentiel », du héros sauveur qui, tuant le dragon de la misère, préserverait la classe moyenne de la dégradation sociale, de la « prolétarisation », en « libérant » le peuple allemand et en le conduisant vers la prospérité et la grandeur.

Hitler, il faut le reconnaître, sut jouer comme un jongleur avec les idées et les principes contradictoires de son programme qui se repoussaient et qui s'excluaient mutuellement en faisant

(1) Dans une interview au correspondant du *Times*, à Munich, au lendemain des élections présidentielles d'avril 1931.

miroiter aux yeux des petits bourgeois affolés leur délivrance et leur bonheur. S'étant élevé au premier plan de la politique allemande, sur le dos de la petite bourgeoisie, il lui donnait l'illusion d'être elle-même devenue une force toute puissante menant le pas.

* * *

A cela, il faut ajouter le rôle que le mouvement hitlérien de par son caractère social jouait dans la lutte politique et économique qui était l'expression même de la crise allemande. Ce rôle, Hitler lui-même l'a précisé dans un grand discours qu'il prononça le 27 janvier 1932 au « Club de l'Industrie » de Dusseldorf devant les grands industriels rhénans (1). Ce discours où Hitler s'éleva contre l'avis général partagé du reste par lui aussi — que « la cause primordiale des malheurs de l'Allemagne est le traité de Versailles », pouvait se résumer ainsi : ce n'est point le problème national, mais le problème social qui domine entièrement la politique allemande; par conséquent, il fallait commencer par la lutte contre « l'ennemi intérieur », le marxisme.

Fort de l'appui des masses qui le suivaient cependant à cause des tendances anti-capitalistes et révolutionnaires de son programme, Hitler se présentait comme champion de cette lutte. « L'expérience montre, dit Georges Sorel, que la bourgeoisie se laisse facilement dépouiller pourvu qu'on la presse quelque peu, et qu'on lui fasse peur de la révolution ». C'est ce que fit Hitler en manœuvrant le spectre révolutionnaire, tout en s'offrant à la bourgeoisie et au capitalisme allemand comme le défenseur de l'ordre existant.

Cette offre ne pouvait être que la bienvenue. La contre-révolution venait précisément de licencier les sociaux-démocrates, ceux-ci ne pouvaient plus lui rendre le genre de service dont elle avait maintenant besoin. En effet, la sociale-démocratie fut évincée du gouvernement en 1930, au moment où l'étoile d'Hitler commençait à briller à l'horizon. La révolution était heureusement étouffée, il s'agissait maintenant de « liquider les conquêtes de la République », paralyser l'action de la classe ouvrière et de l'amener à faire les frais de la crise. Seul le parti national-socialiste était propre à cette besogne. Pour se faire une idée de l'enjeu de la lutte, il suffit de remarquer que, d'après les données de l'Institut de Conjoncture de Berlin, la somme totale des salaires payés aux ouvriers et aux employés qui était en 1929 de 47,5 milliards de marks, se chiffrait en 1933 seulement à 25,7 milliards. C'est-à-dire en cinq ans les capitalistes allemands empochèrent à peu près 22 milliards de marks, soit 110 milliards de francs français prélevés sur les salariés.

C'est en sa qualité de troupe de choc de la contre-révolution et du capital allemand, que le parti naziste jouit des plus puissantes protections. Ce parti n'était plus une organisation quelconque, il se détachait de tous les autres partis. Il était le seul qui pouvait se faire fort d'endiguer la vague révolutionnaire, de servir comme rempart du régime capitaliste contre le « péril rouge » et, qui plus est, d'imposer aux masses par les masses, la loi du capital allemand.

Le soldat de la contre-révolution était devenu un champion de « l'ordre social ».

E.-N. DZELEPY.

(1) Cette conférence, tenue longtemps secrète, a été publiée chez les éditeurs du parti, sous le titre *Vortrag Adolf Hitlers vor westdeutschen Wirtschaftlern*.

Souvenirs personnels

sur

Charles Richet

Charles Richet est mort à 85 ans.

Pour moi c'est encore un morceau du passé qui s'en va : j'avais été en relations avec lui, bien qu'à de longs intervalles parfois, pendant quarante-quatre ans. Aussi ces brefs « Souvenirs » au courant de la plume intéresseront-ils peut-être les lecteurs de la *Revue*.

S'il m'est arrivé de regretter — je l'ai avoué ici même — d'avoir consacré tant de temps à l'étude des questions « métapsychiques » au lieu de me spécialiser dans quelque autre branche plus féconde — et plus utile — ce n'est certainement pas parce que ces sortes de recherches m'ont permis de faire la connaissance d'une personnalité comme Richet — ou comme F. W. H. Myers (mort en 1901) — ou comme M^{me} Henry Sidjwick. Richet et moi étions tous les deux membres de la *Society for Psychological Research* de Londres; c'est cette circonstance qui me permit de l'approcher et qui établit entre nous un contact que la mort seule vient de rompre...

* * *

1891... Comme c'est loin!

1891 est une date. A cette époque l'alliance franco-russe, que des millions de Français avaient appelée de leurs vœux depuis des années (ils ne demanderaient pas mieux que de nier le fait aujourd'hui : il n'en reste pas moins réel) prend des contours précis. Une escadre française que commande l'amiral Gervais vient mouiller à Cronstadt. Une exposition française a lieu à Moscou.

L'excellent tsar Alexandre III se rend à bord du vaisseau-amiral français et y écoute la *Marseillaise* tête nue. Ce qui fait sensation partout.

Je passe l'été à la campagne dans la propriété de mon père, propriété qui, une vingtaine d'années plus tard, deviendra la mienne et qu'en 1917 la tourmente révolutionnaire emportera comme un fétu de paille. L'été est délicieux à Soltikovo (vingt mille hectares). Une rivière, large sur certains points, voire majestueuse : la Vorona. Des champs à perte de vue, des forêts, un lac, même une petite chaîne de montagnes, ce qui est, cela va sans dire, tout à fait exceptionnel en pleine région des steppes... J'apprends que Richet va venir à Moscou avec son ami M. Octave Houdaille. C'est mon tour de « m'embarquer » pour Moscou. Trente-cinq kilomètres de routes détestables au moins en partie jusqu'à la station de chemin de fer, puis une quinzaine d'heures dans le train. Un bagatelle, quoi...

Je fais la connaissance de Richet dans le hall du *Bazar Slave*, le principal hôtel de Moscou. A quarante-quatre ans de distance, je vois encore cette rencontre avec les yeux de l'esprit. Que d'autres incidents, d'une importance combien plus grande, d'aucuns d'une importance décisive peut-être, qui n'ont laissé dans mon cerveau aucune trace, alors que celui-là... Qui nous dira les mystères déconcertants, les singularités de la psychologie humaine?

D'une remarque qui échappe à Richet je conclus qu'il n'est pas un enthousiaste, à tous crins de l'alliance franco-russe; tout au moins ne sympathise-t-il guère avec les exagérations auxquelles se livrent en France ceux qui portent cette alliance aux nues. Je le comprends...

Les psychologues de Moscou font fête à Richet. Dîner à l'*Ermitage*, un des plus beaux restaurants de l'ancienne — et de la future — capitale qui par parenthèse se connaît en bonne chère. Ce dîner me vaut un article sur le télépathie que me demande pour sa revue de philosophie et de psychologie le professeur Grote.

Richet a naturellement visité l'exposition française et demande comment « exposition » se dit en russe :

— *Vystavka*, lui répond-on.

Il fait la grimace. Pourquoi *vystavka*? Pourquoi pas un mot ressemblant plus au mot français?

Il me parle de ses expériences d'aviation ou plutôt de l'appareil qu'il est en train de construire, qui l'absorbe et qui, il l'espère fermement, pourra voler.

— Cela va-t-il vous coûter cher?

— Si l'expérience réussit, ce ne sera pas cher du tout.

Hélas!... l'appareil pique une tête et se flanque par terre dès le premier essai, ainsi que je l'apprends l'année suivante.

En prenant congé, Richet me dit : « Au revoir, dans l'autre monde peut-être, mais j'espère dans celui-ci! »

A quelque temps de là, les *Annales des Sciences psychiques*, qui viennent d'être fondées à Paris, publient un article signé « Raphaël Chandos », qui n'a pas l'heur de me plaire. J'y réponds — et de bonne encre. Ultérieurement j'apprends que Raphaël Chandos n'est que le pseudonyme de Charles Richet. Je lui écris pour lui dire mes regrets de ce petit malentendu et je reçois une réponse charmante.

De Moscou, soit dit en passant, Richet et Houdaille se rendirent entre autres à Kozelsok, province de Kalounga, où le prince Alexis Obolensky, « maréchal de noblesse », — ces maréchaux-là ne rappelaient du reste que de très loin un Foch, un Hindenburg, voire un Tchang-tso-lin (1) — où le prince Obolensky, dis-je, leur fit très bon accueil. Quelques années plus tard, je commençai à envoyer de Saint-Petersbourg aux *Débats* des « Notes mondaines (2) », et ledit prince s'étant fiancé à la princesse Soltykoff, je fis paraître dans la feuille parisienne une notice où je disais à peu près :

« On se souvient que lors du voyage en Russie en 1891 de M. Charles Richet, le prince Obolensky fit au savant français, ainsi qu'à son compagnon de voyage M. O. Houdaille, l'accueil le plus hospitalier. »

J'envoyai cette notice anonymement au prince Obolensky qui ne sut que j'en étais l'auteur que beaucoup plus tard. Elle l'avait fort intrigué.

* * *

En 1892, ayant terminé la faculté d'histoire de l'Université de Saint-Petersbourg, j'allai passer quelques mois à l'étranger. De passage à Paris, je revis Richet. Un des dirigeants de la *Society for Psychological Research* m'ayant invité à venir passer quelques jours dans sa maison de *Leckhington House*, à Cambridge, je m'y rendis. Richet y vint aussi. Ce furent plusieurs journées délicieuses. C'était la première fois que je me trouvais en Angleterre et tout m'y enchantait.

Au mois de septembre de la même année je revis Richet à Milan pendant deux ou trois jours. Mon compatriote Aksakow y avait organisé des séances de caractère plus ou moins scientifique avec la fameuse Eusapia Paladino. Richet lui avait dit un jour, paraît-il :

--- « Trouvez-moi un bon médium et j'irai au bout du monde. »

(1) La traduction française du titre russe est du reste fautive.
(2) Ceci à titre de curiosité : le *Journal des Débats* ignorait la provenance de ces « Notes »; il ne les en publiait pas moins, sans le moindre contrôle apparemment.

— Le médium est trouvé, lui écrivit Aksakow : c'est Eusapia. Et le « bout du monde » est à Milan.

Richet vint, vit — mais, à en juger par l'article qu'il fit paraître en janvier 1893 dans les *Annales des Sciences psychiques* ne fut qu'à demi vaincu : je veux dire, qu'à demi converti. Des expériences ultérieures le convainquirent, je crois, entièrement.

* * *

En janvier 1894 je me mariaï et vins avec ma femme à Paris en voyage de noces. Ayant rendu visite à Richet, il nous invita à un grand dîner qui devait avoir lieu chez lui le lendemain.

Y assistaient, entre autres, une théosophe de marque (à moins qu'elle ne fût une spirite), lady Caithness, duchesse de Pomar (un titre portugais, si j'ai bonne mémoire); son fils, le duc; le colonel de Rochas, dont le nom est bien connu de tous ceux que l'« occultisme » intéresse, et l'abbé P... Jamais je n'oublierai les dimensions véritablement extraordinaires des rubis rutilants dont la noble lady était parsemée. Quant à l'abbé, il avait été, affirmait-on, *lévité* deux ou trois fois en priant : ces lévitations lui avaient de toute évidence ouvert les portes du luxueux appartement qu'à cette époque déjà Richet occupait au n° 15 de la rue de l'Université et où il vient de mourir.

* * *

En 1915, ou tout au début de 1916, en tout cas en pleine guerre, Richet vint en Russie à travers la Suède et la Finlande, dans un but de propagande, accompagné de M. Jules Legras, auteur d'intéressants ouvrages sur la Russie et la Sibérie.

Richet que j'avais cru plutôt quelque peu internationaliste se trouva être un ardent patriote. Je n'oublierai jamais avec quelle chaleur, alors que nous soupions chez M. Stakhovitch, membre du Conseil de l'Empire et fort connu à Saint-Petersbourg, il expliqua à l'un des convives, un Français aussi, le rôle joué dans la guerre par la bataille de la Marne, rôle sur lequel ledit convive avait évidemment besoin — chose étrange — de lumières nouvelles.

Richet et Legras me firent le plaisir de venir déjeuner chez moi. Je me rappelle avoir demandé au premier ce qu'il pensait d'un projet de neutralisation de l'Alsace-Lorraine. Il me répondit catégoriquement que jamais l'opinion française ne s'y prêterait.

— Et la Russie d'aujourd'hui? Qu'en pense-t-on en France?

— On a confiance. *Confiance!* me répondit Richet en appuyant fortement sur le mot.

Le stupide scandale Raspoutine ne semble pas avoir encore pris à cette date les proportions que l'on sait, et qui rendirent l'atmosphère pétersbourgeoise irrespirable quelques mois plus tard.

Je vis Richet la dernière fois en 1927 au Congrès métapsychique de Paris où j'avais été envoyé par le *XX^e Siècle*. Il présidait ce congrès avec sa distinction habituelle, mais je le trouvais à ce point vieilli que j'eus peine à le reconnaître. Il m'invita à déjeuner. Je constatai avec plaisir combien Richet était irréductiblement hostile au bolchevisme russe.

* * *

Dans les relations personnelles, c'était un homme affable et courtois, doué d'un grand charme personnel, toujours prêt à rendre service. La lettre suivante, la dernière que je reçus de lui, l'atteste une fois de plus. Elle contient aussi des pensées intéressantes et mérite d'être reproduite.

Il s'agit là d'un article — d'un compte rendu d'ouvrage plutôt,

— que j'aurais voulu voir paraître dans un périodique parisien. Faut-il ajouter que j'échouai?

Mon cher Collègue et Ami,

Vous avez raison de croire que je ferai tout mon possible pour vous être utile et agréable, mais il me paraît, dans l'espèce, que je ne puis pas grand'chose.

Les directeurs de journaux ne se laissent pas toucher facilement, et je ne vois guère que la Revue métapsychique dans laquelle votre mémoire pourrait passer. Croyez bien que ce n'est pas une défaite, une excuse de ma part. Combien de fois n'ai-je pas écrit des articles qui n'ont pas pu paraître, et qui encombrèrent mes armoires, mais à mesure que l'âge arrive je deviens plus sceptique et plus indifférent. Pourtant la science me passionne toujours. Avec la science et le travail on peut supporter les misères du grand âge.

Croyez à mes meilleurs sentiments de cordiale sympathie.

CHARLES RICHEL.

* * *

Très grand savant dans sa spécialité (la physiologie), Richet fit plus que qui que ce fût en France pour populariser la « métapsychique » (le terme est de lui) dont il disait, il y a bien des années dans une lettre à Aksakow : « C'est l'avenir de l'humanité que cette science de l'occulte. »

Ce n'est pas manquer de respect à sa mémoire que d'insinuer que peut-être exagérât-il. On peut se représenter sans trop de difficulté une humanité future où la « parapsychologie » (cette fois c'est le terme allemand que j'emploie) ne jouerait qu'un rôle plutôt effacé...

Ces questions abstruses et où les traquenards abondent, Richet les étudia consciencieusement et scientifiquement — passionnément aussi. En parlant d'études consciencieuses je ne veux pas nécessairement dire par là qu'il soit certain pour moi qu'il n'ait jamais fermé les yeux sur des sources d'erreur possibles là où il y était allé une bonne fois de son *imprimatur*. Je ne veux pas dire non plus que le choix des observations et des incidents narrés par lui dans un *magnum opus* tel que son volumineux *Traité de Métapsychique* ne prête jamais le flanc à la critique. Mais celui-là seul ne se trompe jamais qui... ne fait rien. Celui-là seul ne change jamais d'avis qui... ne pense pas. Quant à reconnaître bénévolement sa propre erreur quand cette erreur a fait le tour du globe, nombre de célébrités, même de grandes âmes peut-être, reculeront, hélas, toujours devant un tel *mea culpa* — surtout quand la certitude complète et absolue de s'être trompé fait après tout défaut.

En terminant ces brefs « Souvenirs personnels », j'adresse à l'illustre défunt une pensée reconnaissante et bien près d'être attendrie.

Comte PEROVSKY.

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg	17 belgas
II. — Pour le Congo belge	25 belgas
III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Esthonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger-Oubangi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Égypte, Mexique, Equateur	25 belgas
V. — Pour tous les autres pays	28 belgas

Les idées et les faits

Chronique des idées

Le cloître de Nazareth ()

Sainte-Agnès de Diepenween venait à peine de naître en 1401, quand, sur l'initiative de Jean de Holar, prieur du couvent de Bethléem, occupé par les chanoines de Windesheim, fut fondé à Louvain, en 1415, le monastère de Sainte-Ursule, dont les Pères Assomptionnistes occupent l'emplacement. Un débris du vieux cloître existe encore et de la chapelle primitive restent les murs. Cette maison a duré deux siècles. A proximité de Sainte-Ursule s'éleva, pour religieuses anglaises, le monastère de *Sainte-Monique*, situé sur la Voer, affluent de la Dyle, là même où se déploie maintenant une partie des somptueux bâtiments de l'Institut du Cancer.

De ce joli couvent qui abrita tant d'âmes d'élite, il ne reste plus un vestige. « Seule la petite rivière qui s'étendait à ses pieds, parmi les herbes folles, poursuit toujours sa course silencieuse; seule, elle dénonce encore à ceux qui s'en souviennent l'humble coin de terre sanctifié par tant de labeur, de prières et de sacrifices. » C'est la tourmente révolutionnaire qui emporta ces deux couvents.

Dès 1629, il fut question de créer une filiale afin de pouvoir, dès l'occasion favorable, passer en Angleterre pour y relever de ses ruines la religion persécutée. C'est Bruges qui parut prédestinée, à cause de ses relations avec la mère-patrie, à la réalisation de ce dessein. La maison où s'installèrent les fondatrices, détachées de Sainte-Monique, portait, paraît-il, depuis longtemps le nom de Nazareth et, comme on était dans l'octave de la Nativité, septembre 1629, le vocable devint : Notre-Dame de Nazareth.

Octave Daumont en a raconté l'histoire, en 250 pages, avec un intérêt croissant. Comment n'être pas ému d'émblée à la pensée que cette création brugeoise, toujours debout depuis plus de trois siècles, est née en quelque sorte du sang des martyrs de la persécution anglaise. Ce sont des parents de martyrs, pour la plupart, qui ont fondé le cloître de Nazareth, pépinière d'apôtres, qui ont ouvert un pensionnat où se sont formées tant de mères catholiques, qui ont préparé les deux Priory d'Hayward Heath et de Hiddesdon, aujourd'hui florissants outre-Manche.

L'auteur, à qui les sources ont révélé leurs secrets, nous a narré de la manière la plus attachante les destinées de cette célèbre maison en passant en revue, pour la période de tranquillité, les priorats de Mother Mary Pole, de Mother Augustina Bedingfield, Mother Mary Bedingfield, Mother Mary Wright et Mother Lucy Herbert.

C'est Mother Stanford, à vrai dire, qui fut à l'honneur et surtout à la peine des premiers jours. Elle avait creusé le sillon et présidé aux semailles dans la douleur. En 1635, arriva Mother Pole qui par la sagesse et la discrétion, par son esprit divinatoire, opéra des merveilles, au sein de toutes les difficultés qui l'assaillirent. Elle permit d'affronter l'avenir avec sécurité. On eût dit qu'elle le tenait entre ses mains et lui commandait l'accomplissement de ses souhaits.

1) Voir *Revue* des 13 et 20 décembre.

Sous le priorat de Mother Augustina Bedingfield on commence de bâtir autour de la maison primitive : on construit le vieux cloître, le réfectoire et la cuisine, la salle de communauté et le vieux dortoir. Elle gouverna au temps où l'échafaud de Tyburn ruisselait du sang le plus pur, et cependant chez les Dames anglaises le loyalisme, presque aveugle à force d'être fidèle, ne se séparait pas de la foi héroïque. Elle retourna à Dieu en août 1661, ayant frayé de beaux chemins aux âmes et procuré toute gloire à Dieu.

C'est sa nièce Mary que nous trouvons à la tête de la maison. Une vocation extraordinaire : évasion la nuit du château paternel, tant elle était rongée de la nostalgie du cloître, fuite à cheval de quatorze milles d'une seule traite, retraite cernée, sortie par une porte dérobée pour gagner la côte où, grâce à la rencontre d'un oncle, elle s'embarque pour Bruges. Elle avait une force d'âme prodigieuse : jamais distraite de la présence de Dieu même au plus fort de ses occupations accablantes; jamais une plainte pendant les sept années de martyre pour son corps écrasé d'infirmités. Elle mourut au matin de l'Ascension 1693. Le beau jour pour entrer au ciel!

C'est de son temps que mourut à Bruges un seigneur anglais qui édifia longtemps la ville, Edward Widdrington, qui, selon une pieuse coutume des preux du Moyen âge, voulut être enseveli devant l'*huys* de l'église afin d'être *conculqué* sous les pieds de tous les passants.

De 1693 à 1709 les destinées de la Maison furent entre les mains de Mother *Mary Wright*. « Le fait le plus saillant de son priorat fut l'entrée en religion d'une jeune personne de l'aristocratie anglaise qui devait exercer bientôt, tant par le prestige de son nom que par la grandeur de sa vertu, une influence considérable sur les destinées du monastère. C'est en l'année 1692, en effet, que fut reçue lady *Lucy Herbert de Powis*, dans tout l'éclat de sa jeunesse. » Son père était grand chambellan du palais, sa mère dame d'honneur de la Reine, sa sœur Winifred avait épousé Maxwell, comte de Nithsdale. Lady Lucy, qui réunissait tout ce que l'on peut imaginer pour plaire, à qui l'avenir prodiguait ses sourires, se sentit irrésistiblement appelée à la vie religieuse. Dieu avait frappé à la porte de son cœur! Cette habituée des Cours, des tête-à-tête avec les reines, et avait tenu sur ses genoux le fragile héritier d'une pesante couronne, avait préféré à ce rêve auquel elle avait à peine goûté l'éclatant oubli d'un cloître au fond de la vieille Flandre qu'elle n'avait jamais connue.

Procuratrice en 1696, elle fut élue prieure en juin 1709. Elle eut une longue carrière, exceptionnellement féconde. Elle laissa des écrits de direction édités de son vivant, à l'occasion de ses fêtes jubilaires. Elle présida, en 1729, au centenaire de la maison, célébra ses noces d'or de vie religieuse en 1743; couronnement de sa carrière. Ce fut le pas à pas émouvant vers la mort. A peine pouvait-elle encore parler qu'on l'entendait à mi-voix redire sans se lasser : *Qui peut douler de la miséricorde de Dieu?* Elle ferma les yeux le 19 janvier 1774, fête du Saint Nom de Jésus, privilégiée de son cœur.

* * *

Du temps de Mother Olivia Darell qui lui succède commencent à se dessiner les troubles de la Révolution. Mais, après elle surtout, Mother *Mary Augustina More* supportera les croix qui

vont peser sur la vie du couvent jusqu'à mettre en péril son existence. Suppression de la Compagnie de Jésus atteignant ses quatre-vingt-quatre maisons, suppression des maisons religieuses sous la démence de Joseph II, violentes inquiétudes en août 1789 de disparaître, vexations impériales, période d'instabilité et de guerre, fuite éperdue des victimes de la Terreur à recueillir et reconforter, départ de quelques religieuses pour l'Ecluse en 1794 et retour à Bruges « où le répit ne fut qu'un déjeuner de soleil », tels furent les préludes de l'exil en Angleterre en 1795. C'est pour échapper à la soldatesque française que les chanoinesses cherchèrent refuge outre-Manche au vieux manoir de Hengrave Hall. Elles avaient laissé quelques religieuses qui les rejoignirent bientôt, à l'exception de la vaillante, de l'héroïque *Olivia Darell*, avec une converse, qui défendit pied à pied contre les lois de spoliation les biens du monastère. Cinq infirmes y étaient restées.

Fait providentiel : « Il était écrit au Ciel que le vieux cloître anglais ne périrait pas, et qu'à travers la tempête qui soufflait avec tant de rage sur les institutions religieuses et les emportait comme fétus de paille, lui du moins garderait à l'abri du naufrage ses souvenirs, ses trésors, sa famille, tout son héritage enfin, ainsi qu'une arche sainte que Dieu semblait maintenir sur les flots et vouloir sauver de l'universel naufrage. »

En 1801, la paix étant signée entre la France et l'Angleterre, les chanoinesses, profitant de l'amnistie générale, décidèrent, à la majorité de 23 voix sur 25, le retour immédiat à Bruges. Heureuses de revoir l'aïeule, tristes d'abandonner la patrie anglaise : partir, c'est mourir un peu.

Un détail amusant de la traversée : le yacht *Amiral Nelson* qui les transportait, fut fouillé de fond en comble, au port de Harwich ainsi que le sloop *L'Union*; la douane n'épargna à ces religieuses aucune grossière vexation, elle confisqua une foule d'objets. Il y avait à bord un consul d'Amérique dont elles avaient eu l'heureuse inspiration de se faire accompagner. Témoin silencieux de ces vilénies, tout à coup, d'un air absolument flegmatique, se tournant vers l'un des officiers qui présidaient aux opérations, il demanda s'il était vrai que Bonaparte allait envoyer sa nièce au pensionnat de ces Dames. L'effet fut prompt comme l'éclair. Les visages pâlisent. Consternation générale, mille excuses, restitution des objets confisqués.

La rentrée fut l'occasion de visites innombrables, la réinstallation fut pleine de joie. Celle qui avait été l'ange gardien du foyer, Mother More, ne remit sa belle âme à Dieu que le 5 mars 1807. On la pleura comme une mère, on la vénéra à l'égal d'une sainte.

Je ne puis que signaler aux lecteurs les dernières pages de ce grand livre d'histoire qui expose avec un charme pénétrant la paix du cloître, les deux sources principales de vie intérieure : *saint Augustin* qui ravit les âmes par la contemplation du Verbe incarné, Vérité et Amour, *l'Imitation de Jésus-Christ* qui les fait entrer dans l'intimité avec l'humanité de Jésus-Christ. Tradition devenant une réalité pleine d'intelligence.

Le système éducatif du pensionnat, pour le résumer d'un mot, est une œuvre de collaboration extrêmement simple, toute fondée sur une confiance réciproque de l'enfant et de l'éducatrice, unifiant leur travail en commun.

« Ici, dit l'auteur en finissant, rien ne meurt puisque tout se survit. Les visages peuvent s'effacer; les âmes qu'ils recouvrent n'ont point disparu. Elles brillent maintenant au-dessus des vivantes pour mieux montrer l'exemple et assurer par leur invincible action l'amour de Dieu qui se poursuit. »

J. SCHYRGENS.

La Semaine

(Suite de la page 4).

Mais je ne puis m'amener à croire que, de nos jours, quiconque sait ce que valent les bandes gouvernementales modernes puisse penser réellement que nos cyniques et vieux politiciens anglais veulent étrangler l'Italie par sainte compassion envers l'Abyssinie; que l'Empire qui a mis le grappin sur la moitié de l'Afrique est mû simplement par un scrupule moral à propos d'hommes blancs attaquant des hommes noirs; ou que des magnats financiers américains soient soudain enflammés pour l'Abyssinie de sentiments chevaleresques dont ils témoignent rarement pour l'Amérique. La nouvelle menace anti-italienne vient non seulement des puissances mauvaises mais de ce que nous n'avons, nous, jamais cessé de considérer comme les plus mauvaises. Elles veulent abattre le fascisme non pas pour tout ce qu'il fit de mal, mais pour la principale chose qu'il fit de bien. C'est la revanche de la Ploutocratie.

... Ceci n'est pas une guerre entre Rome et l'Abyssinie. C'est une guerre entre Rome et Carthage. Et ce qui complète un parallèle déplaisant c'est que, pendant que notre flotte anglaise domine la mer latine avec une arrogance punique, nous avons laissé la Chine nous accuser de... foi punique.

A l'œil droit de M. Reynaud et autres tenants d'une « conversion » anglaise que tout controuve mais à laquelle un M. Paul Struye s'accrochera aussi longtemps que des mots continueront à cacher des pensées, c'est-à-dire tant qu'il y aura des cyniques et tant qu'il y aura des poires...

Terminons par un mot de la fin. Dans son dernier article hebdomadaire dans la *Tribune des nations*, M. Paul Boncour a écrit ceci :

C'est que l'Angleterre est une démocratie, une vraie. La seule, à vrai dire, parmi les grands pays. Nos formations gouvernementales, où les participants sont divisés par l'essentiel, n'ont plus rien de commun avec l'expression d'une opinion publique, dont on ne saura d'ailleurs pas ce qu'elle veut, tant qu'on ne l'aura pas mise à même, par les rassemblements nécessaires, de se compter sur des problèmes concrets.

L'Angleterre une démocratie! Une vraie! Et cela est affirmé tranquillement par un ancien ministre français des Affaires étrangères! L'Angleterre la seule grande démocratie! Il est difficile d'imaginer bourde politique plus énorme.

Quant aux dernières lignes citées, quel bel exemple de cette logomachie, de ce gargarisme verbal dont la III^e République a tant usé et abusé...

C'est délibérément que nous remettons à plus tard l'examen du programme de l'*Union catholique* et les commentaires qu'appelle la situation actuelle du parti. Nous y reviendrons bientôt. Disons seulement que la réunion du 23 décembre nous a déçu et que nous sommes bien près de penser que le parti n'évitera pas les plus tristes expériences s'il n'opère, et vite, un vigoureux redressement. Le gros des élus catholiques vivent-ils à ce point en dehors de la réalité quotidienne jusqu'à ne pas se douter de ce qui se passe autour d'eux!?!...

Après qu'il eut été établi que les Soviets avaient fomenté, de Montevideo, la révolution au Brésil, l'Uruguay rompt les relations diplomatiques avec l'U. R. S. S. Et Moscou de protester

et d'invoquer... le Covenant!! L'article 12, s. v. pl., le même que celui qui fit condamner l'Italie.

Sous le prétexte de faire des affaires en Russie, la Belgique vient de nouer officiellement des relations diplomatiques avec la Soviétie. Attention! Comme le dit très bien l'*Indépendance* : « Partout où s'installe une ambassade soviétique, s'ouvre en même temps une officine d'espionnage et de terrorisme ». Bruxelles va devenir un centre d'intrigues communistes et révolutionnaires. Il ne faudrait pas, pourtant, que les quelques bénéfices que nous retirerons peut-être d'exportations en Russie soient payés par du désordre social suscité ici par les apôtres du chambardement général.

Sait-on que certains... milieux officiels, très occupés à ne faire à nos nouveaux « amis » aucune peine, même légère, ont vu d'un œil peu sympathique l'exposition *Pour ou contre Dieu*, organisée dernièrement à Bruxelles?

Gageons qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour connaître la façon dont la nouvelle légation soviétique remerciera ces « milieux » de leur candeur naïve.

Paul Bourget restera comme l'un des maîtres de son temps. Son influence, très profonde, fut bienfaisante. Il contribua pour une bonne part à briser l'empire d'un monisme qui identifiait bien et mal, esprit et matière. Notre époque, qui a d'autres préoccupations, ne doit pas oublier les services éminents rendus par un homme de lettres dont le rayonnement fut immense. Moins artiste, et de beaucoup, que le chantre incomparable qu'était Maurice Barrès, Bourget fut un penseur beaucoup plus pénétrant et dont la critique porta des coups mortels aux fausses idoles d'un scientisme inhumain et d'une démocratie source d'anarchie et de chaos.

Quant aux idées religieuses de Bourget, voici ce que l'éminent et regretté P. Léonce de Grandmaison écrivait d'elles en 1923 :

C'est à l'aide des faits et par les leçons de l'expérience, que la maturité de M. Bourget a justifié son adhésion renouvelée aux pratiques de la foi catholique. Est-il téméraire après cela de rechercher quelles sont, dans un ensemble de dogmes qu'il professe intégralement et parmi lesquels, certes, moins qu'homme du monde, il choisit au sens hérétique du mot, les doctrines qu'il préfère? Tout lui plaît sans doute dans le christianisme catholique; mais il est certains faits de cette figure auguste qu'il contemple avec prédilection.

C'est avant tout le caractère raisonnable de notre religion. Dans le mot de Pascal qu'il aime à citer : « Nul n'est heureux comme un vrai chrétien, ni raisonnable, ni vertueux, ni aimable (1) », Paul Bourget met volontiers l'accent sur la seconde épithète, et c'est pourquoi, au moment des querelles modernistes, il a pris parti si hautement pour Pie X, à une heure où beaucoup de gens tenaient rancune à ce grand pape d'avoir publié le décret Lamentabile et l'Encyclique Pascendi (2). Le romancier magnifia au contraire ces pages admirables qui ont montré le Saint-Père dans son rôle providentiel de défenseur de la raison humaine (3). Intellectuelliste décidé, M. Bourget ne pouvait qu'en savoir à Pie X un gré infini.

C'est encore la fécondité du christianisme en tout bien qui provoque l'admiration de l'auteur du Divorce et de l'Étape. Je m'en

(1) *Pensées*, éd. L. Brunschvicg, n° 511.

(2) Le premier de ces documents (17 juillet 1909) relève dans des ouvrages de théologie moderniste une série de thèses analogues, et parfois identiques, à celles que soutenaient les protestants libéraux; l'encyclique *Pascendi* (16 septembre 1909) expose et réfute les mêmes thèses, à base immanentiste et sentimentaliste.

(3) « Les sophismes réfutés et les principes affirmés dans ces magnifiques pages » (l'Encyclique et le décret); préface, adressée à René Bazin, du *Démon de midi*, Paris, 1914, t. I, p. vi.

voudrais d'insister, dans ces pages forcément brèves et incomplètes, sur un point si connu et tant de fois mis en relief.

Il faut d'ailleurs passer plus avant, si l'on veut connaître ce qui constitue le nœud et l'âme de la religion de M. Bourget. Le réseau sacramentel du christianisme, cet organisme spirituel qui établit entre Dieu et ses amis, puis entre tous les amis de Dieu, une solidarité, une parenté, une communion étroite, dont le Christ est l'artisan divin; le culte en esprit et en vérité fondé sur la présence réelle, voilà où se complaît avec prédilection la pensée du maître auquel la Revue hebdomadaire rend hommage aujourd'hui. Sans doute, les fruits prodigieux de la communion eucharistique avaient frappé jusqu'à des incroyants de bonne foi, Taine entre autres, et Maxime Du Camp; mais ces témoins clairvoyants ne pouvaient en juger que du dehors. Ce n'est pas ainsi qu'en juge leur ancien ami : lui peut « réaliser » ce qu'ils ne faisaient que pressentir. Aussi, toutes les fois que, dans son œuvre, les sacrements de l'Eglise interviennent, un certain frémissement de plume, un air de grandeur et de pureté avertissent le lecteur qu'il s'agit de quelque chose de très grand, de très pur, et que l'auteur parle de ce qu'il adore. Dans le Sens de la mort, dans un Drame dans le monde, il y a des descriptions qui sont, à leur manière, des témoignages.

Mieux que ces traits hâtivement ramassés, deux pages de nos auteurs classiques résument le goût religieux de Paul Bourget. L'une et l'autre sont des morceaux d'un caractère intensément chrétien. La première est le Cantique spirituel de Jean Racine « sur les vaines occupations des gens du siècle »; et il est peu de lettrés qui n'en sachent par cœur les strophes sur la communion :

De la Sagesse immortelle
La voix tonne, et nous instruit.
« Enfants des hommes, dit-elle,
De vos soins quel est le fruit?
Par quelle erreur, âmes vaines,
Du plus pur sang de vos veines
Achetez-vous si souvent,
Non un pain qui vous repaisse,
Mais une ombre qui vous laisse
Plus affamés que devant?
« Le pain que je vous propose
Sert aux anges d'aliment :
Dieu lui-même le compose
De la fleur de son froment.
C'est ce pain si délectable
Que ne sert point à sa table
Le monde que vous suivez.
Je l'offre à qui veut me suivre.
Approchez. Voulez-vous vivre?
Prenez, mangez, et vivez. »

L'autre page favorite de M. Bourget, plus aimée encore parce que le tour en est plus personnel, et qu'elle vient de son cher maître Blaise Pascal; la perle la plus rare de nos lettres françaises et le fragment qu'il faudrait sauver si, dans une ruine générale, on n'en pouvait garder qu'un seul, c'est le Mystère de Jésus.

Tout abonné nouveau pour 1936 recevra, à titre de prime, UN SIÈCLE D'ENSEIGNEMENT LIBRE, grand in-folio, 700 pages, 1,000 gravures, le magnifique ouvrage illustré et relié, édité par la « Revue catholique des idées et des faits », à la gloire de l'enseignement catholique en Belgique.